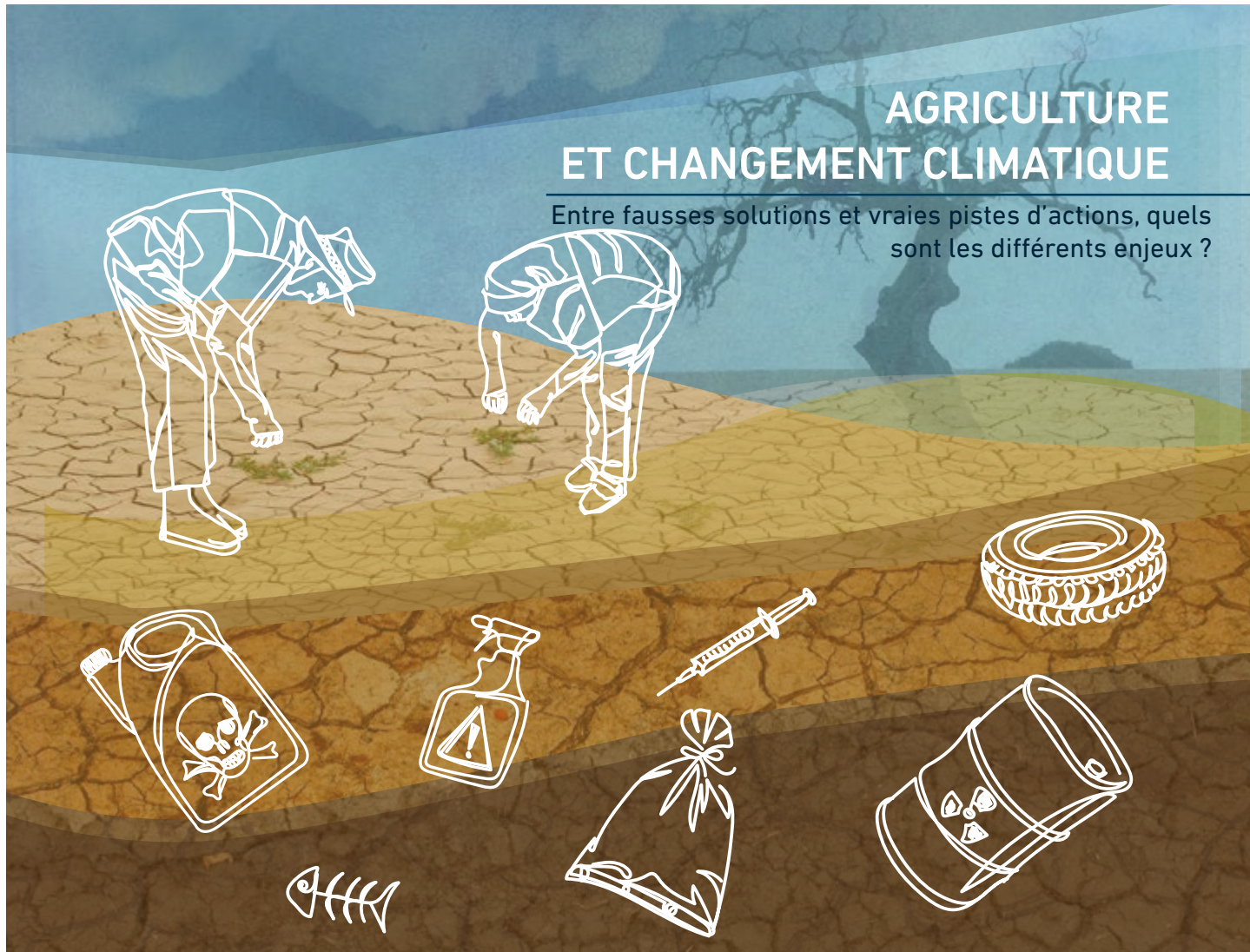




## AGRICULTURE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Entre fausses solutions et vraies pistes d'actions, quels  
sont les différents enjeux ?



L'AGROÉCOLOGIE  
COMME SOLUTION?

RESPONSABILITÉS ET FAUSSES  
SOLUTIONS DE L'AGROBUSINESS

ÉLÉMENTS  
DE RÉFLEXION

## QUI EST FIAN BELGIUM?

FIAN International est l'organisation internationale des qui consacre son travail à la lutte pour la réalisation du droit à l'alimentation. FIAN Belgium soutient cette lutte tant au niveau international, en partenariat avec les autres sections de FIAN, qu'ici en Belgique, où elle travaille avec les mouvements paysans, les associations d'aide aux démunis et tous les mouvements sociaux réclamant une transition vers des systèmes alimentaires durables respectueux du droit à l'alimentation.

FIAN Belgium développe son action pour la réalisation du droit à l'alimentation à travers 4 axes d'action principaux :  
le plaidoyer - éducation et mobilisation citoyenne - soutien aux luttes des communautés  
- renforcement et appui à la participation des mouvements sociaux

Envie d'en savoir plus? De soutenir notre action?  
De rejoindre un de nos groupes d'actions? [www.fian.be](http://www.fian.be)

**Beet the system!** est la nouvelle revue de FIAN Belgium, qui s'inscrit dans la continuité du FIAN Echo Hors Série. Cette revue veut offrir un espace d'expression pour les voix multiples actives dans le mouvement pour la souveraineté alimentaire: fianistas, agriculteur·rice·s, expert·e·s, militant·e·s de la société civile, etc.

**Beet the system!** souhaite participer à stimuler les échanges et réflexions et à renforcer les rencontres entre acteur·rice·s des luttes pour des systèmes agroalimentaires alternatifs.

# SOMMAIRE

## INTRODUCTION

Le climat ne tourne plus rond ... et ce n'est pas bon pour notre agriculture > 05

## PARTIE 1 : L'ALLIANCE ENTRE AGROÉCOLOGIE ET DROIT À L'ALIMENTATION

1. L'alliance entre agroécologie et droit à l'alimentation > 06

2. Climat : agriculture paysanne ou industrielle, on n'a plus le choix ! > 09

3. L'agroécologie paysanne peut nourrir le monde... et rafraîchir la planète ! > 13

4. L'agriculture et le secteur des terres dans les négociations internationales > 18

## PARTIE 2 : FAUSSES SOLUTIONS

5. Les grandes compagnies de la viande et du lait font chauffer la planète > 22

6. Agrocarburants : éco-destruction et accaparement des terres au nom du climat ! > 27

7. L'agriculture intelligente face au climat (Climate-Smart Agriculture) :  
Comment l'industrie agro-alimentaire renforce sa position en promouvant de fausses solutions > 32

8. Carbone dans les sols agricoles : un nouvel alibi pour l'agrobusiness ? > 39

## PARTIE 3 : ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION

9. Convergence des luttes : pour qu'elles récoltent ce qu'elles sèment > 43

10. Vers une transition agroécologique à l'échelle des territoires : l'exemple de Nantes métropole > 48

11. Transport et logistique : le projet Choud'Bruxelles > 52



WATER  
POLLUTION



POLLUTION  
DE L'EAU

FOOD  
WASTE



GASPILLAGE

LAND  
GRABBING



ACCAPAREMENT  
DES TERRES

FER  
U

## INTRODUCTION

# Le climat ne tourne plus rond ... et ce n'est pas bon pour notre agriculture

*Johan Verhoeven, chargé de mobilisation pour FIAN Belgium*

Le climat ne tourne plus rond ... et ce n'est pas bon pour notre agriculture. Aujourd'hui, notre assiette est responsable du changement climatique, tout en étant aussi une partie de la solution grâce à des pratiques agricoles peu émissives de gaz à effet de serre, qui protègent et régénèrent les sols et la biodiversité.

Car notre système agricole est majoritairement dépendant des énergies fossiles et des intrants chimiques : il est coûteux, fragile et fortement émetteur de gaz à effet de serre. Certaines études estiment même que l'ensemble du système agro-industriel mondial représenterait entre 44 et 57% des émissions de GES<sup>1</sup> si l'on ajoute le transport, les déchets, la transformation, l'emballage, la

déforestation liée à l'agriculture, etc. Un autre système agroalimentaire pourrait donc être un élément essentiel des solutions au changement climatique. L'agroécologie paysanne est dès lors une véritable solution pour freiner les émissions de gaz à effet de serre dues à l'agriculture et au système alimentaire. Alors que nos dirigeants saluent allègrement les multinationales et leurs fausses solutions, il est urgent de changer le cap de l'agriculture pour engager une véritable démarche positive pour le climat !

Cette volonté de lutter pour la justice climatique est partagée au sein du mouvement international pour la souveraineté alimentaire (notamment porté par la via campesina), mais face aux enjeux et à l'urgence, il nous a semblé nécessaire de renforcer notre compréhension collective de ces enjeux au niveau belge.

Ce nouveau numéro de BEET THE SYSTEM propose d'interroger les liens entre climat et agriculture. À travers des points de vue multiples actifs dans le mouvement pour la souveraineté alimentaire et sur les questions climatiques (académiques, paysan.ne.s, société civile) nous vous proposons d'explorer comment l'agriculture industrielle et l'agrobusiness sont responsables du changement climatique et surtout ce que nous pouvons faire.

**(FOOD) SYSTEM CHANGE,  
NOT CLIMAT CHANGE!**

<sup>1</sup> Étude sur : [www.grain.org/fr/article/entries/4363-alimentation-et-changement-climatique-le-lien-oublie](http://www.grain.org/fr/article/entries/4363-alimentation-et-changement-climatique-le-lien-oublie)

# 1. L'alliance entre agroécologie et droit à l'alimentation

*Olivier De Schutter*

*Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation (2008-2014)*

*Co-président du Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food)*

Une alternative à l'approche classique de type «révolution verte» se prépare aujourd'hui dans les facultés d'agronomie et dans les pratiques des agriculteur-rice-s. L'agroécologie, née du croisement des sciences agronomiques et de l'écologie, est à la base d'un ensemble de techniques de production agricoles qui visent à faire une utilisation plus efficace des ressources, de manière à mieux intégrer l'agriculture à ses écosystèmes et à réduire l'empreinte écologique de la production agricole<sup>1</sup>. Elle consiste pour le paysan à chercher à imiter la nature dans son champ.

<sup>1</sup> Pour une discussion des liens entre pratiques agroécologiques et droit à l'alimentation, voy. le rapport Agroécologie et droit à l'alimentation, présenté à la 16ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU [A/HRC/16/49] (mars 2011). Pour une synthèse récente de la contribution de l'agroécologie au développement durable sous différents aspects, voir le rapport d'IPES-Food, De l'uniformité à la diversité. Un changement de paradigme de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés (juin 2016), disponible sur: <http://www.ipes-food.org/workstreams>

Elle mise sur les complémentarités entre différentes plantes et différents animaux. Elle reconnaît la complexité inhérente aux systèmes naturels. Elle récompense l'intelligence et l'inventivité, là où l'agriculture industrielle prétend décomposer la nature en ses éléments et simplifier, quitte à la rendre monotone, la tâche de l'agriculteur-rice. L'agroécologie conçoit l'agriculture non pas comme un processus qui transforme des intrants (engrais et pesticides) en productions agricoles, mais plutôt comme un cycle, où le déchet qui est produit sert d'intrant, où les animaux et les légumineuses servent à fertiliser les sols, et où même les mauvaises herbes remplissent des fonctions utiles.

Et surtout, l'agroécologie est une manière de répondre aux défis de ce siècle. Rappelons quelques faits. L'agriculture est responsable de 33 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine, dont près

de la moitié – 14 % -- résultent de pratiques agricoles non durables, et notamment du recours à des engrais de synthèse, source de protoxyde d'azote, un des gaz à effet de serre les plus puissants. En soixante ans, l'efficacité énergétique de l'agriculture industrielle a été divisée par vingt : selon le département de l'agriculture des Etats-Unis, il fallait en 1940 une calorie d'énergie fossile pour produire 2,3 calories alimentaires, il fallait en 2000 10 calories d'énergie fossile pour produire une calorie de nourriture. L'agriculture pétrolière d'aujourd'hui détruit ainsi rapidement les écosystèmes dont elle dépend, et elle a développé une assuétude à des énergies condamnées à se raréfier, et dont les prix seront à l'avenir à la fois plus volatils et plus élevés.

Par contraste, l'agroécologie est une source de résilience, aussi bien à l'échelle d'une région ou d'un pays qu'à l'échelle du ménage individuel. L'Afrique, où l'on tente aujourd'hui de relancer une nouvelle 'Révolution verte', importe 90 % de ses engrais chimiques, et une plus forte proportion encore des

minéraux qui sont destinés à fertiliser les sols : c'est une base fragile sur laquelle bâtir une prétendue sécurité alimentaire. Comme les pays, les paysan-ne-s qui dépendent d'intrants coûteux pour leur production ne sont pas à l'abri des chocs économiques qui peuvent résulter des brutales hausses de prix. A l'inverse, lorsque les biopesticides ou les engrais organiques sont produits localement – comme à travers le compost ou le fumier, ou par l'utilisation de plantes qui peuvent capter l'azote et fertiliser les sols –, le coût de la production chute, et les revenus nets augmentent de manière parfois spectaculaire.

Alors, comment expliquer que l'agroécologie ne soit pas plus largement diffusée ? Comment comprendre qu'elle ne figure pas en tête des programmes agricoles des pays qui, aujourd'hui, tentent de relancer leur agriculture ? Plusieurs motifs expliquent sans doute la lenteur des gouvernements à en faire un axe prioritaire de leur action. Certains blocages mentaux, sans doute : la conviction, fortement ancrée dans une certaine conception de ce que représente la 'modernisation' agricole, que le progrès passe nécessairement par plus d'intrants, et par l'irrigation et la mécanisation poussées, sur le modèle

de la Révolution verte des années 1960. La résistance aussi de certains milieux, ceux des producteurs d'intrants notamment, qui verraient dans le déploiement à grande échelle des pratiques agro-écologiques un marché prometteur s'étioler. Enfin, certaines pratiques agroécologiques sont intensives en main-d'œuvre : elles sont plus aisées à pratiquer sur des plus petites parcelles, où le travailleur agricole est lié à la terre, sur laquelle il investit pour le long terme. L'agroécologie s'oppose ainsi à l'idée que le progrès signifie nécessairement l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, c'est-à-dire produire plus avec moins de travail et plus de capital. Comment ne pas voir cependant que nous avons besoin aujourd'hui, d'urgence, de développer l'emploi rural, et de miser sur une meilleure productivité non pas des hommes et des femmes, mais surtout des ressources naturelles qui s'épuisent rapidement ?

Mais il y a autre chose encore. Intensive en main-d'œuvre, l'agroécologie l'est aussi en connaissances : elle suppose des transferts de savoirs, elle repose sur les échanges entre paysan-ne-s, elle les érige en expert-e-s – au lieu que la bonne pratique vienne des laboratoires, elle

a sa source dans ces lieux d'expérimentation que sont les champs que l'on cultive. En cela, l'agroécologie est source d'émancipation pour les paysan-ne-s : de receveur-euse-s de conseils, elle les érige en co-acteur-ric-e-s, et elle équilibre les rapports entre les détenteur-ric-e-s du savoir et ses utilisateur-ric-e-s – et les paysan-ne-s se trouvent des deux côtés à la fois. Dans les pays où l'exclusion des paysan-ne-s de la décision politique a constitué, pendant des années, une des causes majeures du sous-investissement dans l'agriculture et, plus encore, de choix dans les politiques agricoles qui ont sacrifié aussi bien l'équité sociale que la durabilité environnementale, l'agroécologie a donc des effets subversifs puissants. ●





A group of people are gathered in a city square, holding a large white banner. The banner has text in black, red, and green. In the background, there is a large, modern building with a prominent glass facade. The square is paved with large, light-colored tiles. The sky is overcast.

**L'AGROBUSINESS**  
**DETUIT LE CLIMAT**  
**ET LES PAYSANS/NES**



## 2. Climat : agriculture paysanne ou industrielle, on n'a plus le choix !

*La Confédération paysanne, syndicat français pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs*

L'activité humaine est responsable du changement climatique. Les modes de production et de consommation alimentaire actuels sont particulièrement responsables de ces dérèglements. L'agriculture elle-même contribue à hauteur de 17 %<sup>1</sup> du total des émissions de gaz à effet de serre (GES) produits dans le monde. En France, en 2011, elle est à l'origine de 20,6 % des émissions de GES, en deuxième position derrière les transports<sup>2</sup>. **Entre 44 % et 57 % du total des émissions de GES proviennent du système alimentaire mondial.** Les conférences de l'ONU sur le changement climatique (COP) se succèdent, sans accords contraignants pour les États. En parallèle, les « fausses solutions » se multiplient. En attendant, nous, paysans et paysannes du monde subissons les dérèglements climatiques: sécheresses, inondations et autres catastrophes, perte de biodiversité, problèmes sani-

taires, destruction des savoirs et pratiques paysannes, déplacements de populations, etc. La Confédération paysanne affirme que l'agriculture paysanne est une réponse au changement climatique car elle répond aux exigences de respect de la nature et des paysan-ne-s qui travaillent avec elle au quotidien.

### **SYSTÈMES AGRO-INDUSTRIELS: UN DANGER POUR LE CLIMAT**

L'industrialisation de l'agriculture a créé une partie des pollutions responsables du changement climatique. Pour s'intégrer au système économique qui lui demande d'abonder des marchés internationaux avant de nourrir des peuples, le modèle agricole d'aujourd'hui s'est construit sur une augmentation à outrance des quantités produites par agriculteur·rice. Cette intensification s'est accompagnée d'une chute phénoménale du nombre de paysan-ne-s. Nous avons été remplacés par un recours exponentiel aux intrants chimiques. Cette intensifica-

d'énergie fossile pour le fonctionnement des machines agricoles et pour le transport des produits sur des distances parfois très longues. L'industrialisation de l'élevage a provoqué une accentuation des émissions polluantes (méthane, surplus de fumiers, lisiers et azote, etc). L'intensification des monocultures a détruit la quasi-totalité de l'humus accumulé par des siècles d'agriculture paysanne. La production agricole industrielle concentre les terres et favorise la déforestation de nombreuses zones de la planète, détruisant ainsi d'importantes réserves de carbone. Ces pratiques sont les principales sources d'émissions de GES de l'agriculture. Alors que le rôle premier des plantes et de l'agriculture est de produire en transformant l'énergie solaire en carbone puis en sucres, en fibres et en protéines qui nourrissent les humains et les animaux, l'industrialisation a fait d'une partie de l'agriculture une activité sur-consommatrice d'énergie fossile.

<sup>1</sup> Source cahier du développement durable

<sup>2</sup> Source ministère de l'environnement

## LE BUSINESS DES FAUSSES SOLUTIONS

Un changement de système s'impose. Mais les dérèglements climatiques deviennent aussi une opportunité de profits pour l'industrie et les multinationales. Elles se saisissent de la problématique pour imposer leur fausses solutions, dans lesquelles on retrouve les OGM, les herbicides, les agrocarburants, les biotechnologies diverses et variées, la géo-ingénierie qui propose de « manipuler » le climat, les nanotechnologies, etc. L'agriculture intelligente face au climat (AIC) est l'emblème de ces fausses solutions. Présentée comme un nouveau produit qui va ralentir la crise climatique, elle inclut toutes ces technologies et pratiques qui accaparent les terres et nous rendent dépendants d'un modèle industriel.

Transversal à toutes ces fausses solutions, on trouve le principe de la compensation, outil important des politiques climatiques. Il a été mis au devant de la scène dans le cadre des marchés carbone avec des mécanismes connus tel le REDD (réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts). Il existe aussi quelques projets agricoles de compensation qui s'insèrent dans des marchés carbone. On notera les milliers d'hectares aux États-Unis convertis à l'agriculture de conservation des sols, ou les plus de 80 unités de méthanisation d'effluents d'élevages porcins et bovins au Mexique qui permettent de compenser des émissions de gaz à effet de serre

du secteur industriel. Ainsi il n'y a pas de contraintes fortes à réduire effectivement les émissions de GES. L'accorde de Paris entérine la compensation comme outil de gestion de la crise climatique. On parle aujourd'hui de la neutralité carbone qui vise à établir un équilibre entre les sources et les puits de carbone. Il n'est donc pas plus question qu'avant de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, mais de s'arranger avec des « puits ». Ces puits sont soit issus de la bioingénierie comme les BECCS, soit naturels comme la forêt ou les terres. Les sols agricoles vont donc devenir des outils de gestion comptable des émissions de GES, ce qui ne sera pas sans conséquences pour nous et nos pratiques.

La « séquestration du carbone » est un enjeu majeur pour l'agriculture dans la question climatique. Tout le monde le dit : il faut séquestrer du carbone dans les sols et améliorer les stocks de carbone. L'initiative 4 pour 1000 est une emblème de cet enjeu. Or l'absence de cadre laisse le champ libre à de nombreuses possibilités et cela pourrait vite devenir le prétexte à un cadrage des pratiques agricoles contraires à nos objectifs. On pourrait se voir imposer des pratiques considérées comme vertueuses car captant du carbone. On l'a vu en France avec l'implémentation d'une mesure agro-environnementale (MAE) « labellisée » 4 pour 1000 donnant droit à des aides publiques pour les agriculteurs qui mettent en

place sur leur terres des pratiques de l'agriculture de conservation des sols. Mais le cahier des charges de cette MAE ne prend aucunement en compte l'usage accru d'herbicides (tel le glyphosate). Ainsi on séquestre du carbone sans prendre en compte les autres impacts nocifs.

## PAYSANNES ET PAYSANS, NOUS SOMMES LES PREMIÈRES VICTIMES

Raréfaction de l'eau, sécheresses accentuées, fréquence accrue des inondations et événements climatiques impressionnants provoquent des dégâts souvent irréversibles. La destruction des cultures et des outils de production n'est plus rare. Le changement climatique provoque aussi une modification des cycles biologiques et de la biodiversité, rendant la pratique agricole de plus en plus difficile pour nous, obligé-e-s de s'adapter à un calendrier saisonnier perturbé. En France, en viticulture ou en arboriculture par exemple, on fait le constat d'un avancement des dates de récoltes et des dates de floraisons, qui augmente le risque de gel tardif. Les modifications de températures provoquent un changement des conditions sanitaires des cultures rendant leur gestion de plus en plus difficile. L'irrigation pour les cultures ou l'abreuvement en élevage deviennent de plus en plus compliqué à assurer. Enfin, les activités maritimes telles la mytiliculture ou les marais salants, sont aussi très touchées par le changement climatique responsable de l'augmentation du niveau moyen de la mer et de tempêtes plus

fréquentes. Toutes ces modifications nécessitent de faire évoluer les pratiques agricoles. Mais l'absence de réponses techniques parfois, ou de possibilités de changer le système agricole de l'exploitation faute de moyens financiers rendent ces évolutions très compliquées.

### POUR UNE VRAIE ALTERNATIVE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : L'AGRICULTURE PAYSANNE

Les militant·e·s de la Confédération paysanne en 1998, au sein de la FADEAR (Fédération des Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural), ont élaboré le projet politique d'agriculture paysanne autour de six thèmes afin de faire évoluer l'agriculture vers des choix techniques, économiques et sociaux plus justes. De ce fait l'agriculture paysanne est un outil pour faire face à la crise climatique.

La préservation de l'environnement, de la biodiversité et du patrimoine constituent des priorités que les systèmes agricoles doivent prendre en compte. L'agriculture paysanne a pour double objectif de préserver le milieu naturel et d'en utiliser les fonctionnalités. Elle met en place des assolements comportant des espèces aux caractéristiques et exigences agronomiques variées. Cette biodiversité permet ainsi de lutter naturellement contre le parasitisme et le salissement des cultures. L'agriculture paysanne recherche les modes de culture et d'élevage qui maintiennent, voire améliorent la fer-



tilité des sols et tendent vers l'autonomie des fermes et des paysan·ne·s. Elles font appel à peu, voire pas, d'intrants de synthèse (engrais et pesticides). Elle veille aussi à la gestion de l'espace : maintien des haies, entretien et aménagement des structures paysagères et des espaces naturels non cultivés, etc. La taille raisonnable des troupeaux permet le maintien de prairies et d'espaces pastoraux arborés, puits de carbone. Le travail léger des sols diminue fortement la consommation de carburant fossile à l'hectare. Par ailleurs, la préservation de la ressource en eau constitue un enjeu clé face au changement climatique : l'agriculture paysanne, par ces systèmes économes et sa capacité

à utiliser les cycles biologiques naturels, permet de limiter au maximum son impact sur cette ressource vitale. Enfin, l'insertion forte dans des systèmes économiques locaux, encourage une relocalisation de la production, indispensable pour faire face à la crise climatique.

### NON AUX FAUSSES SOLUTIONS, OUI À L'AGRICULTURE PAYSANNE !

La Confédération paysanne s'oppose à toutes les fausses solutions qui ne servent que les intérêts d'une minorité aux dépens des populations et de leurs capacités à se nourrir elles-mêmes : agrocarburants, OGM, marché carbone, gaz de schiste, etc.

- L'installation de paysan-ne-s nombreux-ses est indispensable pour permettre le maintien et le développement de l'agriculture paysanne. Ceci passe par un accès au foncier prioritaire pour l'installation sur des fermes à dimension humaine. Il faut stopper l'artificialisation démesurée des surfaces agricoles, trop souvent utilisées pour des projets énergivores et climaticides (aéroport, ferme usine, centre commercial, etc). Cela détruit irréversiblement notre capacité à faire face aux dérèglements climatiques.

- L'agriculture a besoin d'une vraie politique agricole et alimentaire ! Au lieu de cela, la PAC (politique agricole commune) est excluante et dépourvue de mécanismes efficaces de régulation. Ses effets ne sont pas à la hauteur des enjeux sociaux, alimentaires et environnementaux. Pour faire face au changement climatique, la PAC doit être bien plus ambitieuse, soutenir les alternatives et une transition agroécologique paysanne qui permette un changement de systèmes !

- Tout ceci n'est possible qu'avec l'arrêt du libre-échange. Les accords négociés ou en cours de négociation livrent l'agriculture et l'alimentation au libéralisme le plus débridé. Ces accords remettent en cause les politiques publiques, détruisent les filières agricoles et détruisent la souveraineté alimentaire des peuples. Les effets d'une agriculture mondialisée sont très néfastes pour l'environnement et le climat. Une relocalisation des systèmes doit s'opérer.

## L'ÉLEVAGE PAYSAN

L'élevage est souvent cité dans les débats sur le changement climatique comme une cause importante de ce changement et devient donc une donnée centrale des revendications, notamment sur la modification des régimes alimentaires. Il est souvent dit que, pour faire face au changement climatique, ils ne devraient plus contenir de viande. L'élevage industriel est effectivement très néfaste pour le climat. Il est responsable de pollutions importantes, entretient un système agronomique déconnecté des cycles naturels, est acteur d'un système économique énergivore et produit une alimentation de faible qualité. Toutes ces dynamiques accentuent le changement climatique et les risques associés. Cependant, cet élevage est à distinguer impérativement de l'élevage paysan qui nourrit ses animaux en majeure partie à l'herbe et est souvent inscrit dans un cycle agronomique favorisant la polyculture-élevage. Il est donc une condition indispensable à une agriculture paysanne, et contribue à son autonomie, en permettant entre autre de limiter l'utilisation d'engrais de synthèse. En agriculture, si on souhaite une production végétale paysanne et agroécologique, il n'est pas possible

de nourrir les sols sans élevage. Les régimes alimentaires des pays occidentaux intègrent, certes, une part carnée trop importante par rapport aux besoins : diminuer la consommation de viande dans ces pays est une nécessité. Cependant, cette diminution doit s'accompagner de revendications autour de l'élevage : désintensification, soutien de pratiques paysannes, etc. La disparition totale de l'élevage n'est pas envisageable si l'on souhaite maintenir et développer des pratiques paysannes en agriculture. C'est aussi faire le jeu de l'industrie des biotechnologies qui n'attend plus que la société civile lui fraye le chemin vers un ersatz de viande sans élevage (végétale ou de synthèse). Tout en reconnaissant la nécessité de diminuer la quantité de viande dans notre alimentation, nous défendrons l'élevage paysan qui répond à cette exigence par son souci de bonnes conditions d'élevage, de qualité des produits et de son environnement. ●





### 3. L'agroécologie paysanne peut nourrir le monde... et rafraîchir la planète !

*Judith Hitchman, Présidente de Urgenci,  
le réseau international de l'agriculture soutenue par les citoyens)*

Ni l'agroécologie ni la lutte contre le changement climatique ne sont des concepts nouveaux. Cependant, l'approche des mouvements sociaux diffère radicalement de celle du monde de l'entreprise qui s'est emparé de ces deux concepts. C'est la raison pour laquelle nous (les mouvements sociaux) parlons « d'agroécologie paysanne » plutôt que simplement « d'agroécologie ». Cet article a pour objectif d'examiner brièvement certaines des définitions et leurs significations, et la manière dont les différents mouvements sociaux ont travaillé sur ces deux thèmes ces dernières années, à la fois en termes de pratique concrète sur le terrain et de stratégie de plaidoyer au sein des institutions des Nations Unies.

#### L'AGROÉCOLOGIE NÉCESSITE UNE APPROCHE GLOBALE.

"L'agroécologie peut nourrir le monde", avait conclu Olivier De Schutter, l'ex-rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, dans son rapport de

2011 destiné au Secrétaire général des NU. Nous sommes dès lors en mesure d'affirmer que l'agroécologie paysanne peut effectivement nourrir le monde, à condition que tous les éléments de la transition vers un nouveau système alimentaire (de la fourche à la fourchette) soient pris en compte, sans oublier la dimension sociale de cette approche. Mais bien que la pratique agricole soit souvent mise en avant, la question de la distribution et des relations entre producteurs et consommateurs est souvent négligée, tout comme le lien critique entre l'agroécologie et l'atténuation des changements climatiques.

Cette omission a été renforcée par la récente reconnaissance par plusieurs institutions du terme « agroécologie ». Par exemple, le parlement français a utilisé le terme dans sa politique agricole adoptée le 13 octobre 2014. Son sens est restrictif et ne concerne que l'agronomie : « [Les] systèmes [d'agroécologie] privilégient l'autonomie des exploitations agricoles et l'amélioration de leur compétitivité, en maintenant ou en augmentant la rentabilité économique, en améliorant la valeur ajoutée des pro-

ductions et en réduisant la consommation d'énergie, d'eau, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques et de médicaments vétérinaires, en particulier les antibiotiques. Ils sont fondés sur les interactions biologiques et l'utilisation des services écosystémiques et des potentiels offerts par les ressources naturelles, en particulier les ressources en eau, la biodiversité, la photosynthèse, les sols et l'air, en maintenant leur capacité de renouvellement du point de vue qualitatif et quantitatif. Ils contribuent à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique. »<sup>1</sup>

Cependant, le terme « agroécologie », qui fut employé pour la première fois dans les années 1920 et 1930 par les pionniers de l'agriculture biologique, implique également un mouvement social. Certains y ajoutaient même une dimension spirituelle. Pour citer, entre autres, Pierre Rabhi de

<sup>1</sup> Legifrance, Service public de la diffusion du droit, LOI n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (1), Journal Officiel de la République française n°0238 du 14 octobre 2014 page 16601, texte n°1, Article 1. Lien consulté le 26/09/2018 : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2014/10/13/AGRX1324417L/jo/texte>

l'association Terre et Humanisme : « L'agroécologie est bien plus qu'une simple alternative agronomique. Elle est liée à une dimension profonde du respect de la vie et replace l'être humain dans sa responsabilité à l'égard du Vivant. Elle considère le respect de la terre nourricière et la souveraineté alimentaire des populations sur leurs territoires comme les bases essentielles à toute société équilibrée et durable. Approche globale, elle inspire toutes les sphères de l'organisation sociale : agriculture, éducation, santé, économie, aménagement du territoire... »<sup>2</sup>. On voit ici poindre une dimension spirituelle autant que sociale. On est très loin de la définition actuelle du gouvernement français, pour qui il s'agit « de concevoir des systèmes de production qui s'appuient sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes »<sup>3</sup>.

### L'AGROÉCOLOGIE EST UN ÉLÉMENT CLÉ DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

À l'inverse de cette vision purement agronomique, le Forum International qui s'est tenu à l'initiative du groupe de travail du Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire (CIP, de l'anglais International Planning Committee for Food Sovereignty, IPC)<sup>4</sup> sur l'agroécologie en février

2015 à Nyéléni (Mali) a développé une vision différente, centrée sur la souveraineté alimentaire. Dans cette approche culturelle, territoriale et sociale, l'agroécologie est un élément clé de la souveraineté alimentaire. Comme l'indique la déclaration finale du forum : « Les territoires constituent un pilier fondamental de l'agroécologie. Les peuples et les communautés ont le droit de maintenir les relations spirituelles et matérielles qu'ils entretiennent avec leurs terres ; de défendre, développer, contrôler et reconstruire leurs structures sociales coutumières ; d'administrer, aussi bien d'un point de vue politique que social, leurs terres et leurs territoires, y compris leurs fonds de pêche. Ceci implique la pleine reconnaissance de leurs lois, traditions, coutumes, systèmes fonciers et institutions et suppose également la reconnaissance de l'autodétermination et de l'autonomie des peuples. »<sup>5</sup> Cette déclaration est tout à fait en phase avec la Déclaration pour la Souveraineté Alimentaire, qui fut également adoptée par les mouvements sociaux à Nyéléni en 2007<sup>6</sup>, et complète cette dernière.

C'est cette convention sur la définition de l'agroécologie, fortement liée à la souveraineté alimentaire, qui est la plus proche de la pratique

et des croyances des acteurs qui s'engagent désormais dans des partenariats locaux et solidaires entre producteurs et consommateurs au niveau mondial. Il correspond à la vision de l'agroécologie à laquelle se réfère le mouvement européen de l'Agriculture Soutenue par les Citoyens (ASC) dans la Déclaration adoptée par le mouvement en 2016.<sup>7</sup> Cette caractérisation d'une vision des partenariats locaux et solidaires pour l'agroécologie (PLSA) réunit également de nombreuses initiatives dans 12 pays des deux côtés de la Méditerranée.<sup>8</sup>



7 Urgenci. Déclaration européenne de l'Agriculture Soutenue par les Citoyens!, Ostrava 2016, lors de la 3e Rencontre européenne de l'ASC.

Lien : [http://urgenci.net/french/wp-content/uploads/2016/10/European-CSA-Declaration\\_final-FR-1016.pdf](http://urgenci.net/french/wp-content/uploads/2016/10/European-CSA-Declaration_final-FR-1016.pdf)

8 Retisser le lien cassé entre producteurs et consommateurs : cartographie des partenariats locaux et solidaires en Afrique de l'Ouest. Urgenci. 18 avril 2018. Lien : [http://urgenci.net/french/wp-content/uploads/2018/04/UR\\_CARTO\\_AFRIQUE.compressed.pdf](http://urgenci.net/french/wp-content/uploads/2018/04/UR_CARTO_AFRIQUE.compressed.pdf)

2 Pierre Rabhi cité par Arnaud Diemer & Christel Marquat, Regards croisés Nord-Sud sur le développement durable, Louvain-la-Neuve : De Boeck 2015, p.150

3 <http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/concept-agroecologie.pdf>

4 Le Comité international de planification pour

la souveraineté alimentaire (CIP) est une plateforme mondiale autonome et auto-organisée de mouvements sociaux dont l'objectif est de faire avancer la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire au niveau mondial et régional.

5 <http://www.foodsovereignty.org/fr/forum-agroecology-nyeleni-2015-3/>

6 <https://nyeleni.org/spip.php?rubrique1>

Origine	Idées clés	Objectif stratégique de l'utilisation du terme	Texte de référence
Miguel Altieri	<p>“ Application de la science écologique à l'étude, à la conception et à la gestion d'agroécosystèmes durables ”<sup>A</sup>.</p> <p>Diversité des systèmes de production, biodiversité</p>	<p>Renforcement de la résilience des systèmes agricoles vulnérables. <sup>B</sup></p> <p>Soutien de l'agroécologie paysanne, atteinte des objectifs de développement durable.</p>	<p>Ouvrage de Miguel Altieri</p> <p>Rapport d'Olivier De Schutter présenté le 8 mars 2011</p>
Ministère de l'Agriculture INRA	<p>“Agroécologie” ou “agro-écologie”: systèmes de production ancrés dans les fonctionnalités fournies par les écosystèmes</p>	<p>Restitution de l'ensemble du secteur agricole plus durable en proposant une forme moins contraignante que l'agriculture biologique certifiée</p>	<p>Loi d'orientation politique sur l'agriculture de 2014</p>
CIP	<p>“L'agroécologie paysanne » se focalise sur l'autonomie des producteurs, le renforcement de la souveraineté alimentaire des populations et la gestion des ressources naturelles et des biens communs.</p>	<p>Construction d'un mouvement qui fusionne l'agriculture paysanne et l'agriculture biologique en évitant les limites d'une approche purement technique et en mettant l'accent sur les aspects sociaux et politiques.</p> <p>Incorporation des techniques ancestrales plutôt que la certification</p>	<p>Déclaration sur l'Agroécologie, Nyéléni, mars 2015</p>
Mouvement Terre et Humanisme	<p>Respect de la terre nourricière, symbiose entre l'Humanité et la nature.</p>	<p>Considération de l'agriculture dans une approche philosophique plus large de la vie, basée sur la recherche d'une symbiose entre l'Humanité et la nature</p>	<p>Ouvrage de Pierre Rabhi</p>

A Miguel A. Altieri, *Agroecology: The Science of Sustainable Agriculture*, 2e éd., Boulder, Colorado, Westview Press, 1995; S. Gliessman, *Agroecology: the ecology of sustainable food systems*, Boca Raton, Florida, CRC Press, 2007, cité par Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, dans son rapport « Agroécologie et droit à l'alimentation » présenté le 8 mars 2011 devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à Genève, publié le 20 décembre 2010, p.7. Lien consulté le 26/09/2018 : [http://www.agroecologyinaction.be/IMG/pdf/20110308\\_a-hrc-16-49\\_agroecology\\_fr.pdf](http://www.agroecologyinaction.be/IMG/pdf/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf)

B Pierre Jacquemot *Le dictionnaire encyclopédique du développement durable*. Paris, Editions Sciences Humaines 2017, sous Agro-écologie

## POUSSER L'AGROÉCOLOGIE DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.

Il est essentiel de distinguer deux facteurs. D'une part, le pouvoir et les stratégies du lobbying combiné des mouvements sociaux (Via Campesina, populations indigènes, pêcheurs, pasteurs, consommateurs, femmes et personnes pauvres de zones urbaines) réunis dans le groupe de travail du CIP sur l'agroécologie dans le but d'élaborer des stratégies et d'effectuer un travail de plaidoyer au sein de la FAO et du CSA<sup>9</sup>. D'autre part, le contre-pouvoir émanant des intérêts des entreprises qui font reculer la transition de plus en plus fortement en invoquant des solutions techniques vis-à-vis des problèmes climatiques et de l'agriculture.

C'est en grande partie grâce au travail novateur d'Olivier De Schutter et de la force combinée des mouvements sociaux, c'est-à-dire du Forum International sur l'agroécologie de 2015 et, de fait, du Forum International sur la Souveraineté Alimentaire de 2007, tous deux tenus à Nyéléni, que la FAO a progressivement adopté une véritable ouverture envers l'agroécologie. Il existe néanmoins une ouverture parallèle au sein de la FAO pour les technologies de pointe à laquelle, en tant que mouvements sociaux, nous nous opposons à l'aide de notre propre approche de la technologie dans le cadre des Commons (approche

de Farm Hack). La FAO a organisé deux colloques sur l'agroécologie. Le second, datant d'avril dernier, a longuement et efficacement donné la parole aux mouvements sociaux. Les travaux sont maintenant en cours dans les groupes régionaux de la FAO grâce au travail du CIP et des conférences de Nyéléni. Et bien que certains États y soient fortement opposés et que d'autres les aient acceptés, les mouvements sociaux se font entendre haut et fort !

L'agroécologie paysanne en tant que mouvement social, combinée à la richesse des savoirs que nous avons hérités de nos ancêtres, est la seule véritable solution pour lutter contre le changement climatique et l'influence technologique des entreprises. Cela implique une multitude de choses complexes : les semences doivent rester des semences paysannes et doivent également rester entre les mains des paysan-ne-s qui devraient être libres de sélectionner, reproduire, et conserver des variétés de semences locales adaptées au changement climatique local. Ceci implique également un refus absolu de notre part des techniques telles que les CRISPR<sup>10</sup> et le brevetage de

10 Clustered Regularly Interspaced Short Palindromic Repeats (Courtes répétitions palindromiques groupées et régulièrement espacées) est une nouvelle technique de manipulation génétique. Elle fait partie des Nouvelles techniques d'amélioration des plantes (New Breeding Techniques – NBT en anglais) que l'industrie développe pour essayer de contourner les réglementations liées aux OGM. Pour plus d'info sur les raisons de stopper ces NBT voir : <https://www.eurovia.org/wp-content/uploads/2017/09/2017-09-FR-ECVC-STOP-Nouveaux-OGM-1.pdf>

gènes. Le paillage et les méthodes traditionnelles permettent de lutter contre l'évaporation de l'humidité et de protéger les cultures des pluies moins abondantes. Le non labour ou d'autres méthodes à faible impact contribuent à protéger le sol. Les cultures d'accompagnement aident à protéger contre les maladies. De plus, la récolte de fumier à l'ancienne, les cultures de couverture et le compostage permettent de conserver un sol riche et fertile. Toutes ces techniques permettent de fournir des solutions à faible coût et surtout une indépendance vis-à-vis de tous les intrants des entreprises. La valeur nutritionnelle, liée au microbiome du sol plus riche, est plus élevée et évite de devoir recourir à des aliments « renforcés ».

La consommation d'aliments agroécologiques fraîchement produits, non transformés et cultivés sans intrants chimiques, constitue un facteur important dans la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT). Cela n'est généralement pas considéré comme lié au changement climatique, mais il existe en effet un lien étroit entre le risque climatique et la manière dont les entreprises font la promotion des aliments industriels et transformés, dont l'empreinte carbone contribue de manière significative au changement climatique. « L'agroécologie paysanne rafraîchit la terre » n'est donc pas un slogan futile. Il est basé sur la vérité : les systèmes alimentaires agroécologiques paysans locaux



– dans lesquels les aliments sont cultivés sans intrants chimiques nocifs, sont consommés localement (y compris dans les institutions qui ont accepté des appels d'offres collectifs permettant aux petite-s producteur-riche-s d'alimenter les cantines des écoles et des hôpitaux),

et dans un système économique basé sur les coopératives et l'économie solidaire – permettent réellement de changer la donne. Il s'agit d'un slogan qui commence à être pris en compte par la FAO et l'Union européenne. Les mouvements sociaux ont encore beaucoup à

faire pour éviter l'accaparement de l'agroécologie paysanne par les entreprises et continuer leur lutte contre le changement climatique, mais nous restons unis dans notre conviction : c'est la seule voie capable de préserver notre planète pour les générations futures.●

## Souveraineté alimentaire: 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population

### 01. PRENDRE SOIN DES SOLS

L'équation alimentation/climat plonge ses racines dans la terre. Le développement de pratiques agricoles non durables au cours du siècle dernier a conduit à la destruction de 30 à 75 % de la matière organique sur les terres arables, et 50 % de la matière organique sur les pâturages et les prairies. Cette perte massive de matière organique est responsable de 25 à 40 % de l'excédent actuel de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère de la terre. Mais la bonne nouvelle est que le CO<sub>2</sub> que nous avons envoyé dans l'atmosphère peut être remis dans le sol, tout simplement en rétablissant les pratiques que les petite-s agriculteurs mettent en œuvre depuis des générations. Si des politiques et des mesures incitatives adaptées étaient mises en place dans le monde entier, les teneurs en matière organique des sols pourraient être rétablies aux niveaux de l'agriculture préindustrielle dans un délai de 50 ans, soit à peu près le temps que l'agriculture industrielle a pris pour les réduire. Cela permettrait d'éliminer entre 24 et 30 % du total des émissions mondiales actuelles de gaz à effet de serre.



### 02. UNE AGRICULTURE NATURELLE, SANS PRODUITS CHIMIQUES

L'utilisation des produits chimiques dans les exploitations industrielles est en perpétuelle augmentation, (au fur et à mesure que les sols s'appauvrissent et que les ravageurs et les mauvaises herbes deviennent résistants aux insecticides et aux herbicides. Les petite-s agriculteurs du monde entier, cependant, disposent encore des connaissances et de la diversité des cultures et des élevages nécessaire pour assurer une culture productive sans l'utilisation de produits chimiques, en diversifiant les systèmes de culture, en combinant production végétale et animale, et en intégrant des arbres et une végétation sauvage. Ces pratiques améliorent le potentiel productif des terres parce qu'elles améliorent la fertilité des sols et empêchent leur érosion. Chaque année, de la matière organique s'accumule dans le sol, ce qui permet de produire de plus en plus de denrées alimentaires.



### 03. RÉDUIRE LES « KILOMÈTRES ALIMENTAIRES », ET PRIVILÉGIER LES ALIMENTS FRAIS

La logique d'entreprise qui se traduit par des transports de denrées alimentaires autour du monde dans les deux sens, n'a pas de sens du point de vue de l'environnement, ni d'aucun autre point de vue d'ailleurs. Le commerce mondial des produits alimentaires, qu'il s'agisse du défrichage de vastes étendues de terres et de forêts pour produire des produits agricoles ou des aliments surgelés vendus dans les supermarchés, est le principal responsable de la contribution disproportionnée du système alimentaire aux émissions de GES. Une grande partie des émissions de GES du système alimentaire peut être éliminée si la production alimentaire est réorientée vers les marchés locaux et les aliments frais, en tournant le dos aux viandes bon marché et aux aliments transformés. Mais la bataille pour y parvenir est probablement la plus difficile, tant les grandes entreprises et les gouvernements sont profondément déterminés à développer le commerce des produits agro-alimentaires.



### 04. RENDRE LA TERRE AUX AGRICULTEURS ET ARRÊTER LES MÉGA-PLANTATIONS

Au cours des 50 dernières années, quatre cultures principalement pratiquées dans de grandes plantations (soja, huile de palme, colza et canne à sucre) ont envahi une énorme superficie de 140 millions d'hectares, la taille de la presque totalité des terres agricoles en Inde. La superficie occupée au niveau mondial par ces quatre cultures industrielles et quelques autres, toutes bien connues pour leurs émissions de gaz à effet de serre, est appelée à poursuivre sa croissance si les politiques ne changent pas. Aujourd'hui, les petite-s agriculteurs sont confinés dans moins d'un quart des terres agricoles mondiales, mais ils continuent à produire la plus grande partie de l'alimentation dans le monde : 80 % des denrées alimentaires dans les pays non industrialisés, selon la FAO. Les petite-s agriculteurs produisent ces denrées alimentaires beaucoup plus efficacement que les grandes plantations, et par des moyens qui sont meilleurs pour la planète. Une redistribution des terres dans le monde entier au profit des petite-s agriculteurs, combinée à des politiques destinées à les aider à rétablir la fertilité des sols et à soutenir les marchés locaux, peut permettre de réduire de moitié les émissions de GES en quelques décennies.



### 05. OUBLIER LES FAUSSES SOLUTIONS, SE CONCENTRER SUR CE QUI FONCTIONNE



Il est de plus en plus largement reconnu que l'alimentation est au cœur du changement climatique. Les derniers rapports du GIEC et les plus récents sommets internationaux ont reconnu que l'alimentation et l'agriculture sont les principaux facteurs d'émissions de GES et que le changement climatique pose d'énormes défis à notre capacité de nourrir une population mondiale croissante. Pourtant, aucune volonté politique n'est venue remettre en cause le modèle dominant de la production alimentaire industrielle et de sa distribution. Au lieu de cela, les gouvernements et les grandes entreprises proposent un certain nombre de fausses solutions. Il y a par exemple la coquille vide de l'« Agriculture intelligente face au climat », qui est pour l'essentiel un nouveau nom pour la Révolution verte. Il y a aussi de nouvelles technologies à risque, comme des cultures d'organismes génétiquement modifiés pour résister à la sécheresse ou des projets de géo-ingénierie à grande échelle. Il y a encore des objectifs sur la part des biocarburants, qui entraînent un accaparement des terres dans les pays du Sud. Et il y a enfin des marchés du carbone et des projets REDD+, qui permettent essentiellement aux pires émetteurs de GES d'éviter de réduire leurs émissions en transformant les forêts et les terres agricoles des paysans et des peuples indigènes en parcs de conservation et en plantations. Aucune de ces « solutions » ne peut fonctionner parce que toutes vont à l'encontre de la seule solution efficace : le passage d'un système alimentaire industriel mondialisé soumis au pouvoir des grandes sociétés à des systèmes alimentaires locaux aux mains de petite-s agriculteurs.



GRAIN

Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population.  
<http://grain.org/fr/5101>

## 4. L'agriculture et le secteur des terres dans les négociations internationales

Brigitte Gloire,

Experte de la société civile au niveau des négociations climatiques internationales

Depuis la naissance en 1992 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) jusqu'à l'accord de Paris en 2015 lors de la COP21, l'agriculture et ce que l'on appelle dans le jargon onusien, les « autres usages des terres », ont toujours été les parents pauvres des négociations. Ce n'est pas vraiment surprenant puisque, rappelons-le, la combustion des énergies fossiles – utilisée notamment dans la production d'énergie électrique, le chauffage, les transports, etc...-, est responsable de près de 80 % des émissions de CO<sub>2</sub>. Le mot d'ordre des premier·e·s militant·e·s climatiques, « leave-it-in-the-ground » reste donc toujours parfaitement cohérent.

Mais au fil des années -et en particulier après la sortie du 4<sup>e</sup> rapport du GIEC, en 2007, qui a mis en évidence des scénarios plus qu'alarmants concernant l'impact du réchauffement climatique sur les catastrophes climatiques majeures, l'agriculture et les ressources naturelles - les pays en

développement et les agences d'aide se sont davantage mobilisés, surpris par la hauteur de la menace. Et ils ont surtout plaidé pour mieux prendre en compte l'adaptation dans les négociations climatiques. Le terrain privilégié de cette adaptation étant l'agriculture, ce secteur est remonté dans l'échelle des préoccupations.

Les pays développés, quant à eux, se sont souciés de ce secteur avec des intérêts divergents, et ont notamment vu les belles opportunités économiques que pouvait présenter la séquestration carbone.

Quant aux militant·e·s d'un monde plus juste et plus soutenable, s'il·elle·s ont investi les conférences climatiques pour dénoncer les limites de notre modèle de développement et l'injustice climatique, il·elle·s n'ont pas été en reste pour rappeler aussi la responsabilité du secteur agricole dans le réchauffement climatique, comme expliqué dans d'autres articles de cette publication.

**DE 1992 À L'ACCORD DE PARIS. UNE ATTENTION POUR LE SECTEUR DES TERRES, COMMUNE MAIS DIFFÉRENCIÉE, SELON QU'IL S'AGIT D'ADAPTATION OU ATTÉNUATION.**

L'agriculture est mentionnée dès 1996 dans les discussions. Mais elle est surtout reconnue comme un des secteurs prioritaires de l'adaptation, notamment, en 2001, lors des négociations sur l'opérationnalisation de fonds climat (tels que le Fonds spécial pour les Changements Climatiques ou le fonds d'adaptation). Les demandes en matière d'adaptation émanent surtout – et on les comprend – des pays en développement. Ces derniers restent par contre très prudents en matière d'atténuation et défendent – très légitimement – le principe de responsabilité commune mais surtout différenciée en répondant : *D'accord, nous sommes tous sur le même bateau pour un même combat. Mais nous sommes beaucoup moins responsables du réchauffement climatique que vous. Ce sont donc les pays développés qui doivent réduire les premiers, le plus fort et le plus vite (les 3 F : first, further and faster !).*



CC BY 2.0 Mark Dixon

Rappelons que dans le cadre de la convention, les pays en développement ne sont pas tenus de réduire et donc de « comptabiliser » leurs émissions mais bien de rapporter celles-ci. Alors que, dans le cadre du protocole de Kyoto, les pays développés qui l'ont ratifié, doivent comptabiliser les émissions mais aussi les absorptions du CO<sub>2</sub> dans le secteur des terres (LULUCF : Land Use, Land Use Change and Forestry) ainsi que les émissions liées à d'autres gaz comme le méthane et le protoxyde d'azote, très présents dans l'agriculture industrielle. Au niveau des écosystèmes, dans les pays en développement, l'attention des négociateurs s'est d'abord portée sur le secteur des forêts via notamment la Réduction des Emissions de CO<sub>2</sub> causées par le Déboisement et la Dégradation des forêts (le mécanisme REDD).

Quant aux ONGs et mouvements sociaux, ils ont surtout insisté sur le respect de la sécurité alimentaire et des droits humains dans la convention en dénonçant notamment les exactions dont sont victimes, sur le terrain, ceux qui s'opposent aux « fausses solutions ».

Et c'est bien là que le bât blesse lorsque l'on aborde les enjeux liés aux terres dans les cénacles du climat. L'approche que l'on pourrait qualifier de type « métrique carbone » des acteurs de la convention climat n'a pas facilité une analyse systémique de la responsabilité du système agricole et alimentaire mondial dans le réchauffement climatique. Comme le rappellent les organisations alliées dans le groupe

[CLARA](#) (Climate, Land, Ambition and Rights Alliance), nos terres sont bien autre chose que du carbone. Et les membres de cette alliance plaident donc auprès des délégués et autres techniciens du climat pour rappeler que *«... la terre est à la base de l'alimentation, des foyers, des habitats, des ressources en eau, des moyens d'existence, et bien d'autres fonctions encore...»* et pour défendre la primauté des droits humains et de la sécurité alimentaire dans les discussions climatiques.

Du début de la convention jusqu'à ce jour, les problèmes dans la considération du secteur des terres dans les négociations climatiques sont apparus sur plusieurs fronts :

- Même s'ils consomment beaucoup de produits à très forte empreinte carbone comme la viande, le soja, l'huile de palme ou le papier, les pays développés apparaissent, en général, comme de faibles contributeurs d'émissions dans le secteur des terres. L'Union Européenne par exemple est aujourd'hui un puits de carbone dans les registres d'émissions de gaz à effet de serre alors que nous sommes responsables d'une importante déforestation via nos importations de viande, de soja, d'huile de palme (notamment pour les agrocarburants) mais aussi de bois nord-américain pour les pellets. En fait, nous avons délocalisé le déboisement.

- Malgré certains garde-fous, de nombreux « échappatoires » et trous dans la métrique carbone persistent. La bioénergie reste considérée comme

une énergie neutre (en argumentant que les émissions émises lors de sa combustion seront compensées par d'hypothétiques poursuites de la croissance de cette biomasse après récolte) et le flou dans les niveaux de référence permettant de jouer sur les quantités.

- Jusqu'à ce jour, les tentatives des marchands de carbone d'ouvrir au secteur des terres les très controversés crédits carbone, ont été peu nombreuses. Les réductions d'émissions obtenues via la séquestration biologique sont heureusement difficilement certifiées sur le marché contraignant compte tenu de la difficulté d'intégrer des activités de séquestration naturelle dans la comptabilité carbone et surtout de la non permanence de ces séquestrations. Mais il n'en a pas été de même sur le marché volontaire des compensations. Et les discussions en cours pour la mise en place de l'accord de Paris laissent présager du pire dans ce domaine.

- Enfin, à chaque COP et autre sommet onusien sur l'alimentation, l'on a vu apparaître des (fausses) solutions miracles pour réconcilier les terres et le climat. Mais au lieu de renforcer des solutions éprouvées et efficaces comme l'arrêt du déboisement et la restauration des biotopes riches en carbone, l'agroécologie, l'agriculture paysanne multifonctionnelle et nourricière, les circuits courts, une réduction de la surconsommation de graisses, sucres et protéines industrielles ou encore un changement de diète visant une moindre consommation de protéines



animales dans l'alimentation humaine - bref, tout ce qui concourt à une plus grande souveraineté alimentaire - ce sont malheureusement de nouvelles chimères qui font surtout la une des « solutions novatrices » pour le climat. Parmi celles-ci, relevons l'agriculture intelligente pour le climat et son alliance globale (GACSA), la bioénergie avec capture et stockage du carbone (BECCS), les plantations de monocultures d'arbres et plus récemment, le régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA).

### DES RISQUES ACCRUS POUR LES TERRES DANS L'ACCORD DE PARIS

Le concept d'émissions négatives inscrit dans l'article 4 de l'accord de Paris laisse entrevoir la possibilité que la poursuite des émissions au départ d'énergies fossiles puisse être « neutralisée » par des puits de carbone. Un tel mécanisme de séquestration carbone attisera fortement les accaparements et la compétition sur les terres et menace déjà gravement le droit à la terre et aux ressources naturelles. Cette « parade » mais aussi les discussions en cours sur la mise en place des mécanismes de marché dans l'article 6 sont autant de menaces qui pèsent sur l'intégrité et surtout l'équité du nouvel accord climatique. L'espoir pourrait reposer sur le bon sens et la fermeté dont les négociateurs devraient faire preuve pour éviter de tels risques mais l'histoire des négociations climatiques nous enseigne que les rapports de force sont et restent particulièrement

déséquilibrés dans ces enceintes. La pression extérieure des citoyens et des mouvements sociaux est donc plus que jamais nécessaire pour :

- Garantir la participation des détenteur-rice-s de droits et en particulier des organisations paysannes dans les négociations climatiques  
Réduire l'offre et la demande en énergie fossile et en biomasse ainsi que tous les biens et services à forte empreinte sociale et environnementale
- Réduire l'offre et la demande des principaux leviers du déboisement (viande – soja – huile de palme – bois) et réduire les émissions de méthane et N2O dans l'élevage et l'agriculture industrielle
- Réguler les politiques économiques et commerciales pour réduire la surconsommation et soutenir des modes de production et de consommation soutenables en phase avec les engagements et traités internationaux, en particulier ceux liés à la sécurisation foncière
- Protéger et restaurer les écosystèmes dégradés
- Soutenir des stratégies d'adaptation dans l'agriculture.

**Dans ce secteur des terres, vital pour toute l'humanité, il est plus qu'urgent d'avancer prudemment ! ●**

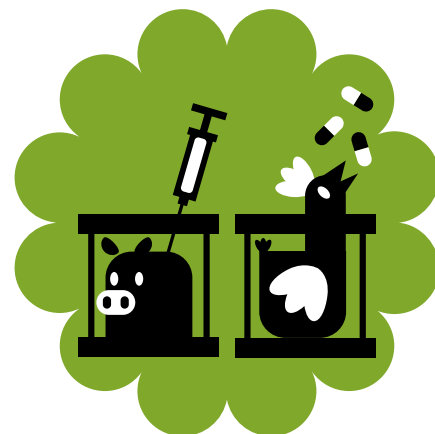


Illustration : Titom

## 5. Les grandes compagnies de la viande et du lait font chauffer la planète

*GRAIN, ONG qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité*

Cette année s'annonce comme une année aux profits records pour les grandes entreprises du secteur de la viande. Cargill, le plus grand producteur au monde de viande de bœuf hachée, a doublé ses profits lors du quatrième trimestre de l'année passée. Les ventes de Tyson Foods, la plus grande société de viande des États-Unis, sont elles aussi en augmentation et le PDG Tom Hayes qualifie auprès des investisseurs le département du bœuf de « vache à lait de Tyson Food ». Mais ces profits considérables sont-ils compatibles avec les engagements récents pris par ces entreprises en faveur de la lutte contre le changement climatique ?

Pour faire court, ils ne le sont pas. L'élevage industriel est une cause majeure du réchauffement de notre planète, et les quelques entreprises de viande et de lait qui clament vouloir réduire leurs émissions font en fait exactement l'inverse.

En utilisant les mesures les plus récentes et les plus reconnues au niveau international, nous avons évalué l'empreinte climatique des 35 plus grands producteurs de viande et de lait, et nous avons constaté qu'ils étaient parmi les plus importants émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre (GES). Les émissions annuelles de GES des cinq plus grandes entreprises de viande et lait cumulées sont plus élevées que celles d'Exxon l'année dernière (voir graphique). Les émissions combinées de la première entreprise laitière du Danemark, Arla, et de celle de viande, Vion, représentent 80 % des émissions nationales de leur pays. Les deux plus grands émetteurs dans cette catégorie, JBS et Tyson, polluent quant à eux plus que des pays entiers (respectivement les Pays-Bas et la Belgique).

Nous avons entrepris d'évaluer les engagements pris par ces entreprises pour gérer leurs empreintes climatiques démesurées. En passant en revue leurs rapports d'émissions et leurs objectifs de réduction de ces mêmes émissions, nous avons constaté que

la grande majorité de ces entreprises échouaient sur les deux tableaux.

La majorité des 35 plus grands producteurs de viande et de produits laitiers, ne déclarent aucune émission ou excluent les "émissions en amont" de leurs totaux. Cette omission crée une grande différence de résultats, les émissions en amont, telles que les rots des vaches, le fumier et la production de l'alimentation des animaux, représentent en général 80 à 90 % du total des émissions de ces entreprises. Nous avons découvert que quatre entreprises seulement comptabilisaient leurs émissions de façon exhaustive.

De même, il y a tout aussi peu d'entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers qui se sont dotées de plans sérieux de réduction de leurs émissions. Seule la moitié des 35 principaux producteurs ont annoncé des objectifs de réduction d'émissions. Et parmi ceux-ci, seulement six y incluent les émissions en amont.

Mais le problème évident dont personne ne parle est que ces entreprises augmentent leur production de viande et de produits laitiers et ce par des moyens qui contribuent à augmenter leurs émissions totales. Cela va à l'encontre de tout ce qu'il est nécessaire de faire pour nous prémunir de la catastrophe climatique.

Si la production de viande et de produits laitiers augmente comme le prévoit l'ONU, alors d'ici à 2050 l'ensemble du secteur de l'élevage pourrait absorber 80 % des émissions de GES annuelles permises pour rester sous la barre des 1,5°C de réchauffement.

Si nous voulons avoir la moindre chance d'éviter les impacts les plus sérieux du changement climatique, il faut réduire la production globale de viande et de produits laitiers. Cela est tout particulièrement vrai pour les pays dominés par de grandes entreprises de viande et de lait, tels que les États-Unis, le Brésil, la Nouvelle-Zélande et l'Europe, où il y a tant une sur-production qu'une sur-consommation. Il est possible de parvenir à une baisse d'émissions en adoptant des pratiques agroécologiques qui protègent l'environnement et augmentent la capacité de résilience de l'agriculture. Mais ces baisses seront éclipsées si ces grandes entreprises continuent de faire pression en faveur d'une croissance accrue qui entraîne une augmentation globale des émissions.

Pour être parfaitement clair, le problème est le système industriel agroalimentaire. La viande et les produits laitiers peuvent jouer un rôle dans les

systèmes à petite échelle et locaux. Consommés avec modération, ils peuvent faire partie d'un régime alimentaire sain. Mais ce qui pose vraiment problème – du point de vue de l'environnement et de la santé – c'est le système de production industrielle à grande échelle qui produit en masse des biens de consommation peu chers pour un marché globalisé. Ce système ne peut perdurer, il est littéralement en train de brûler la planète.

Nous pensons qu'il est grand temps de contester le contrôle qu'exercent ces entreprises sur le système alimentaire mondial. Non seulement leur mode de production réchauffe la planète, mais

elles sont aussi la force motrice d'un système de production de viande et de produits laitiers qui cause une déforestation à grande échelle, une perte de biodiversité et qui pollue. Ce modèle entraîne l'expulsion des paysan-ne-s de leurs terres, l'apparition de nouvelles maladies et menace de rendre des antibiotiques vitaux obsolètes, tout en versant des dividendes à des actionnaires grâce à l'exploitation des paysan-ne-s, des travailleur-euse-s et des bêtes.



*CC BY-SA 3.0 Gunnar Richter Namenlos.net*

## CE QU'IL FAUT FAIRE

Des solutions sont possibles si elles tiennent compte de la formidable puissance du commerce mondial de la viande et du lait. Nous devons nous détourner de la viande et des produits laitiers industriels et, à la place, soutenir les systèmes durables des petits exploitants. Voici quelques propositions spécifiques :

### REDIRIGER LES SUBVENTIONS

- La production industrielle de viande et de produits laitiers est soutenue par d'énormes sommes issues des impôts – environ 53 milliards de dollars provenant des gouvernements de l'OCDE pour la seule année 2013. La Chine et le Brésil attribuent aussi beaucoup de fonds publics au développement de leurs propres sociétés transnationales opérant dans le secteur de la viande et des produits laitiers.
- Les subventions publiques, les crédits et toute autre mesure de soutien fiscal pour de très grandes infrastructures industrielles, devraient être inventoriés annuellement et supprimés.
- Les fonds publics devraient plutôt être utilisés pour soutenir les petit·e·s producteur·rice·s qui utilisent des méthodes de production agroécologiques et pastorales intégrées et pour aider les plus grandes exploitations à se convertir à ces pratiques.
- Un soutien devrait aussi être apporté

à la construction ou à la réhabilitation d'infrastructures locales (abattoirs, transformation de la viande et du lait, routes, assainissement, etc.) qui aident au développement de marchés locaux de viande et de produits laitiers.

### NE PLUS INVESTIR DANS L'INDUSTRIE DE LA VIANDE ET DU LAIT

- L'augmentation de la consommation et de la production de viande et de produits laitiers industriels est dans l'intérêt des entreprises de viande et de produits laitiers. Elles ont, à plusieurs reprises, bloqué les initiatives gouvernementales qui auraient fait reculer la demande pour leurs produits.
- Les banques et autres investisseurs institutionnels doivent rendre compte du véritable coût en terme d'émissions de carbone et de risque climatique de leurs investissements dans l'agro-industrie et retirer leurs investissements dans des sociétés qui nuisent au climat.
- Plutôt que d'inciter l'expansion des fermes-usines et du modèle industriel par des crédits carbone et la compensation carbone, les fonds pour le climat devraient viser une plus grande résilience des systèmes agro-pastoraux en soutenant les méthodes agroécologiques intégrées et leur multiplication.
- L'influence indue des entreprises de la viande et des produits laitiers ainsi que de leurs lobbies doit être empêchée lors de processus de décision pour l'intérêt général.

- Les partenariats public/privé qui promeuvent l'élevage à grande échelle intensif devraient être supprimés.

### METTRE FIN AUX SOI-DISANT ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE ET D'INVESTISSEMENTS

Les accords commerciaux et d'investissements (comme le TTIP, le CETA, le RCEP et d'autres) élargissent les marchés mondiaux de la viande et du lait. Ils permettent le dumping de viande, de produits laitiers et d'aliments pour animaux bon marché et empêchent le recours à des politiques qui favorisent les fournisseurs locaux, ainsi qu'à des réglementations qui décourageraient ces pratiques. Par exemple :

- 70 millions de fermes laitières en Inde font face à des menaces immédiates en raison de l'accord commercial RCEP en cours de négociation avec la Nouvelle-Zélande, grande puissance laitière, qui exporte du lait en poudre bon marché ;
- Les éleveurs et pastoralistes, du Sénégal à l'Afrique du Sud, pourraient perdre leurs moyens de subsistance du fait de l'accord commercial « Accords de partenariat européen » en cours de ratification entre leurs gouvernements et l'UE, car cet accord favorisera le dumping des produits laitiers bon marché en provenance d'Europe sur leurs marchés ;
- L'Accord sur le commerce des services négocié actuellement par 48 pays pourrait empêcher les gouvernements de prendre des mesures pour



réduire les émissions des élevages ; et

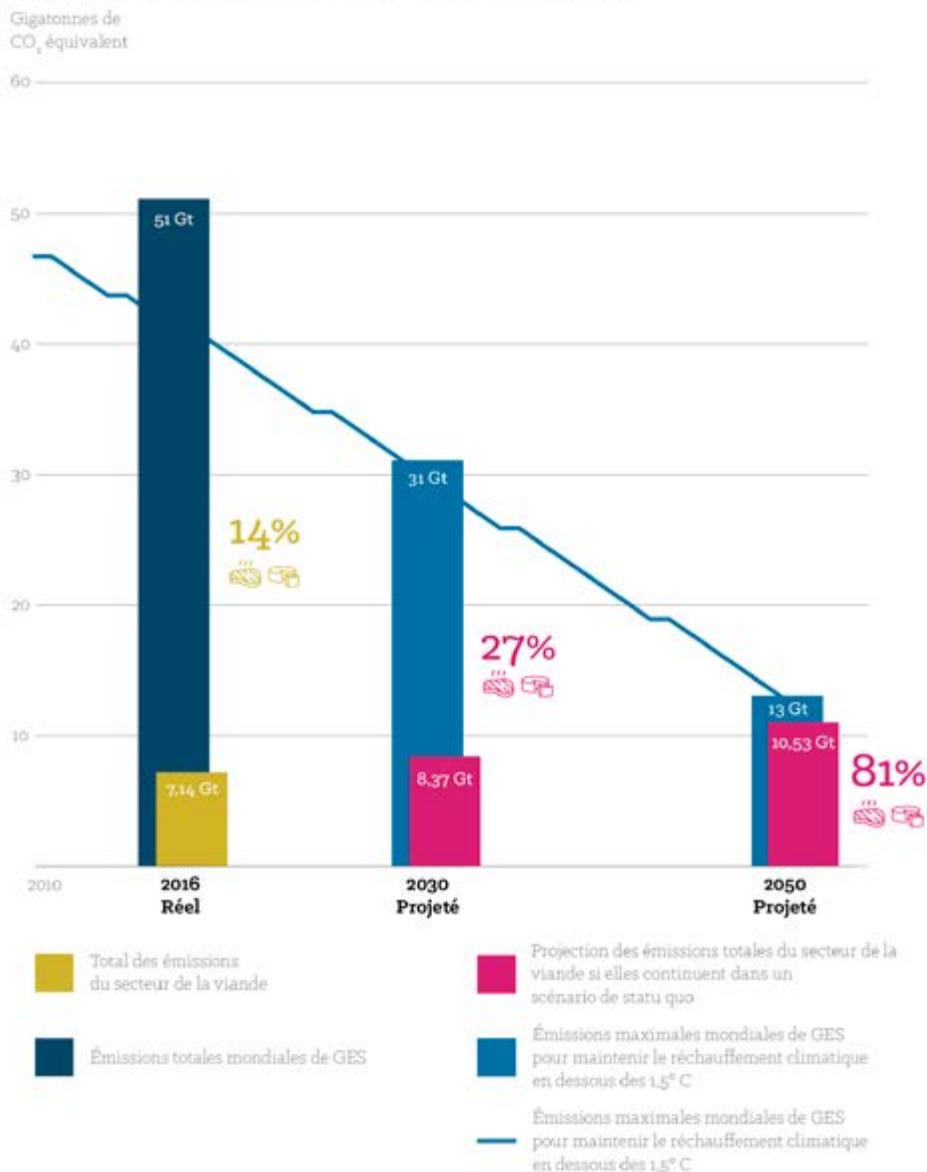
- la dérégulation des normes alimentaires, l'approbation d'OGM et les réglementations environnementales et de santé publique qui interviennent dans les profits des entreprises par le biais du PPT, de l'AECG et du TTIP entraveront les efforts futurs pour réglementer et réformer ces industries.

Il faut mettre fin à ces accords et les remplacer par des initiatives qui permettent aux communautés et aux pays de développer leurs marchés locaux en coopérant et en se soutenant mutuellement.

## RÉDUIRE LA CONSOMMATION DE VIANDE ET ÉLIMINER LA SURCONSOMMATION

- Il est crucial de travailler à la réduction de la consommation de viande et des produits laitiers industriels, surtout de viandes rouges, dans les zones de surconsommation comme l'Amérique du Nord, l'Europe, le Brésil et la Chine.
- Une stratégie clé pour atteindre cela est de rendre la viande et les produits laitiers industriels plus chers en reflétant leurs coûts réels en supprimant les subventions, régulant cette industrie et en introduisant des mesures fiscales.
- Des programmes d'éducation publique et des campagnes dans les médias sont nécessaires pour aider les personnes à mieux comprendre les enjeux et pour encourager l'action collective.

**FIGURE 1 : Projection des objectifs d'intensité des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) pour rester dans le scénario d'une augmentation de la température de 1,5 °C par rapport aux émissions de la production mondiale de viande et de produits laitiers dans un scénario de statu quo.**



Sources : GRAIN et IATP, 2018. Annexe, Note méthodologique, section A;  
Climate Action Tracker project, « Climate Action Tracker: Global emissions time series » :  
<https://climateactiontracker.org/global/temperatures/>

- Les services publics (écoles, hôpitaux, etc.) devraient dès à présent retirer de leurs menus la viande et les produits laitiers industriels et, au contraire, privilégier les circuits courts d'approvisionnement et les petits fournisseurs aux pratiques durables.

## SOUTENIR LES PETIT-E-S PRODUCTEUR-RICE-S ET LES MARCHÉS LOCAUX

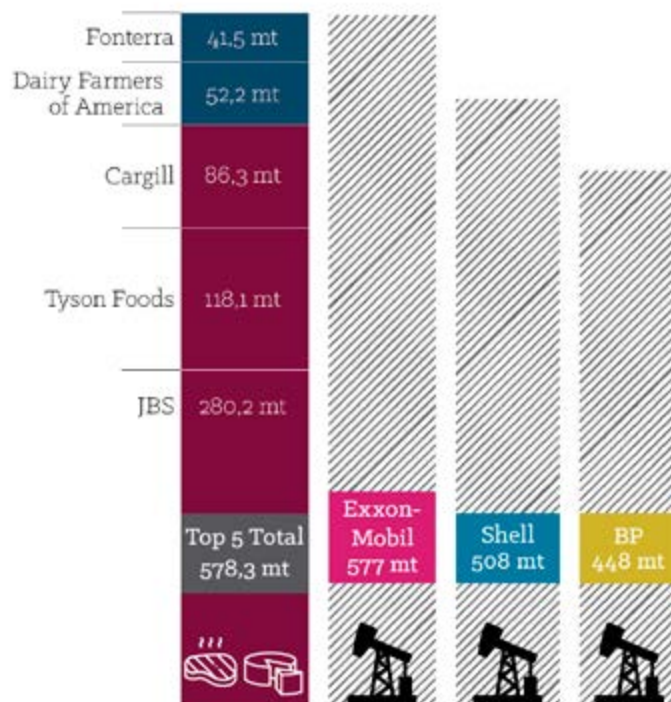
- Il y a plus de 600 millions de petit-e-s producteur-rice-s et 200 millions de pastoralistes qui dépendent de l'élevage pour vivre. Il-elle-s nourrissent quotidiennement des milliards de personnes avec leurs viandes, produits laitiers et œufs de qualité, et cela, avec des méthodes durables. Ils ont urgemment besoin de l'attention du public et de son soutien !
- Les politiques et les programmes devraient se concentrer sur le soutien et la protection des petit-e-s producteur-rice-s et des marchés locaux qu'ils approvisionnent.
- Les éleveur-euse-s devraient être soutenu-e-s afin d'adopter des méthodes de production agroécologiques qui permettent la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dont la rotation des pâtures et les mesures de gestion des sols..
- Nous devons investir dans les projets émanant des communautés et les initiatives qui cherchent à multiplier ces pratiques et reconstruire un système alimentaire décentralisé.

*Cet article est basé sur les rapports suivants à consulter pour d'accéder aux références complètes et sources*

- GRAIN/IATP, Juillet 2018: Émissions impossibles : Comment les grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers réchauffent la planète (<https://www.grain.org/e/5997>)

- GRAIN: Février 2017: Pour sauver le climat, il faut prendre le taureau par les cornes : réduisons la consommation de viande et de produits laitiers industriels (<https://www.grain.org/e/5647>) ●

**FIGURE 4 : Les émissions des 5 premières entreprises de viande et produits laitiers réunies sont supérieures à celles d'ExxonMobil, Shell ou BP.**



Sources : GRAIN et IATP, 2018. Annexe, Note méthodologique, section B ;  
Griffin, Dr. Paul, 2017 « The Carbon Majors Database: CDP Carbon Majors Report 2017 », Climate Accountability Institute : <http://bit.ly/carbon-majors-report>.

## 6. Agrocarburants : éco-destruction et accaparement des terres au nom du climat !

*Manuel Eggen, chargé de recherche et plaidoyer chez FIAN Belgium*

**Les politiques de soutien aux agrocarburants ont contribué à développer un remède pire que le mal**

### L'ESSOR DES AGROCARBURANTS

Les agrocarburants sont des carburants qui peuvent être produits à partir de matériaux organiques non fossiles, c'est-à-dire de la biomasse<sup>1</sup>. On distingue la filière de l'agrodiesel, qui utilise principalement des huiles végétales (huile de palme, colza, soja, tournesol, etc.) et la filière de l'agroéthanol (mélangé à l'essence), qui utilise des matières agricoles contenant du sucre ou de l'amidon (canne à sucre, maïs, betteraves, blé, etc.).

<sup>1</sup> Du fait de l'utilisation de la biomasse certains se réfèrent à l'appellation générique de « biocarburants ». Toutefois, à l'heure actuelle, la grande majorité des biocarburants sont produits à partir des matières agricoles ou de leurs dérivés alors que des techniques plus avancées (dite de deuxième et de troisième génération), comme par exemple l'utilisation de micro algues, sont encore à des stades embryonnaires. Nous préférons dès lors parler d'agrocarburants pour éviter la confusion avec le terme « bio » qui a une autre signification dans le langage courant.

Les agrocarburants ont été utilisés dès les débuts par les pionniers de l'industrie automobile. Nikolaus Otto, inventeur du moteur à combustion interne, avait conçu celui-ci pour fonctionner avec de l'éthanol. Rudolf Diesel, inventeur du moteur du même nom, faisait tourner ses machines à l'huile d'arachide. Mais l'abondance de pétrole à bas prix sur les marchés internationaux les ont rendus peu attractifs. Ce n'est qu'avec la prise de conscience croissante des réserves limitées de pétrole (et la volonté de s'émanciper des grands pays exportateurs), et la nécessité de trouver des énergies renouvelables pour lutter contre les changements climatiques qu'on assistera à un regain d'intérêt pour les agrocarburants. Ces raisons ont motivé des soutiens publics massifs aux filières d'agrocarburants, particulièrement aux USA et en Europe à partir des années 2000. En Europe, certains voyaient également l'avantage d'ouvrir de nouveaux débouchés pour l'agriculture, dont plusieurs secteurs souffraient d'une surproduction qui poussaient les prix à la baisse<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Notons que cette surproduction, bien réelle

Dans ce sens, la Commission européenne a adopté plusieurs directives à partir de 2003 visant à promouvoir les agrocarburants. La directive sur les énergies renouvelables de 2009 fixe notamment un objectif contraignant aux Etats membres d'atteindre un minimum de 10 % d'énergie renouvelable dans les transports d'ici à 2020 et prévoit des mécanismes de soutien (notamment fiscaux) pour le développement des filières.

**« Les politiques de soutien aux agrocarburants ont contribué à développer un remède pire que le mal »**

dans certains secteurs, est compensée par un très grand déficit de production dans d'autres secteurs. L'UE est notamment dépendante en oléo-protéagineux et importe notamment de grande quantité de soja ou d'huile de palme.

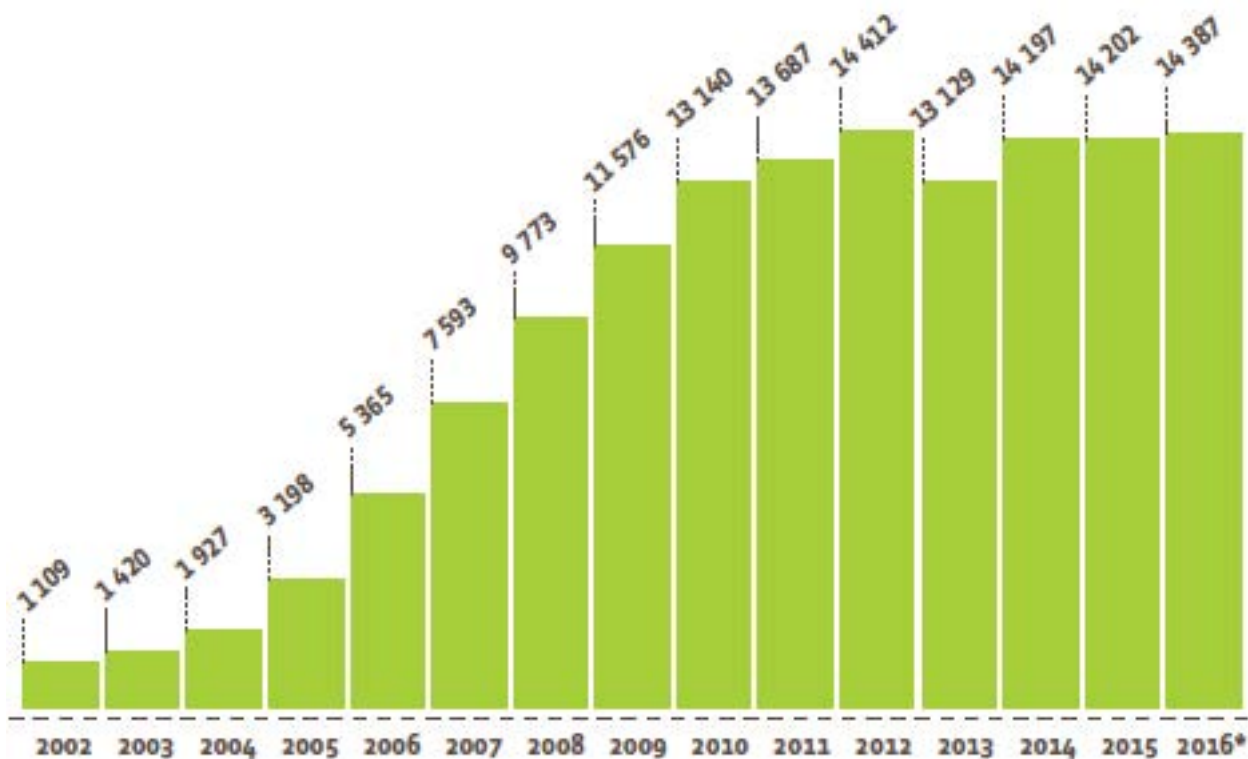
Ce soutien politique a été déterminant dans l'essor des agrocarburants qui n'étaient pas concurrentiels par rapport aux énergies fossiles. La consommation d'agrocarburants a ainsi été plus que décuplée en dix ans passant de 1,1 million de tonne équivalent pétrole (TEP) en 2002 à 14,4 millions TEP en 2013 avant de se stabiliser à ce niveau.

## DES IMPACTS DÉSASTREUX SUR LES DROITS HUMAINS

Très rapidement de nombreux experts et des organisations de la société civile ont mis en garde contre les effets négatifs sociaux et environnementaux d'une expansion massive des cultures destinées aux agrocarburants : détournement des cultures vivrières

aux dépens de la sécurité alimentaire des populations locales ; augmentation des prix des matières premières agricoles sur les marchés internationaux ; pression sur les terres agricoles et déforestation ; accaparements des terres aux dépens des petits paysans ; perte de biodiversité et pollution des sols dues aux monocultures ; épuisement des ressources d'eau ; etc.

### Évolution de la consommation de biocarburants (liquide et biogaz) utilisés dans les transports de l'Union européenne des 28 (en ktep)



Source : EurObserver



L'expansion des agrocarburants dans le milieu des années 2000 a été un des éléments qui, dans un contexte de volatilité sur les marchés des matières agricoles, a contribué à une envolée soudaine des prix des denrées alimentaires de base en 2007/2008. Ces crises alimentaires ont déclenché des émeutes de la faim dans une quarantaine de pays en développement.

Face à ces conséquences de plus en plus évidentes, les instances internationales de sécurité alimentaire ont recommandé aux États de limiter le soutien aux agrocarburants<sup>3</sup>. Dès 2008, le Rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation, O. De Schutter alertait le Conseil des droits de l'Homme sur le fait que « la voie actuellement suivie en ce qui concerne le développement des agrocarburants pour le secteur des transports n'est pas viable et que s'il n'est pas fait obstacle à l'expansion de ces produits, il y aura de nouvelles atteintes au droit à l'alimentation »<sup>4</sup>. En 2013, il rédigea une note politique demandant expressément à l'UE et aux États membres d'abandonner les objectifs contraignants en matière d'énergie renouvelable dans les transports étant donné les « impacts négatifs considérables que cette politique a sur la jouissance du droit à l'alimentation dans un nombre de pays en développement »<sup>5</sup>.

3 Voir notamment les recommandations du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale, « Agrocarburants et sécurité alimentaire », Rapport de la 40ème session, 7-11 octobre 2013, Rome.

4 A/HRC/9/23, § 25.

5 O. De Schutter, « Note on the Impacts of the EU Biofuels Policy on the Right to Food », Statement based on letter sent to EU institutions on

## LA BELGIQUE FAIT LA SOURDE OREILLE

En Belgique, la société civile avait également mis en évidence les impacts de la politique belge en matière d'agrocarburants<sup>6</sup>. Une étude commanditée par les autorités publiques en 2011 avait alerté les responsables politiques par rapport à leurs obligations internationales: « Il ressort de ce qui précède que, à ce jour, l'expansion des agrocarburants a eu des impacts essentiellement négatifs.

16 April 2013. [http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20130423\\_biofuelsstatement\\_en.pdf](http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20130423_biofuelsstatement_en.pdf)

6 Voir notamment les avis du Conseil fédéral du développement durable : avis « biomasse » du 4 juillet 2008 et « Avis sur un projet d'arrêté royal établissant des normes de produits pour les biocarburants » du 26 octobre 2011.

## FAO world food price index



La gravité des situations décrites et leur très large prévalence relèvent du non-respect des droits humains fondamentaux (...). Ils vont à l'encontre des engagements de la Belgique en matière de biodiversité, d'environnement et de climat »<sup>7</sup>.

Malgré ces avertissements très clairs, le gouvernement fédéral a continué de soutenir le développement de la filière des agrocarburants. En 2013 une nouvelle loi a été adoptée « visant à augmenter les taux minimums d'incorporation d'agrocarburants dans les carburants mis à la consommation »<sup>8</sup>.

7 Monique Munting (2010), "Impact de l'expansion des cultures pour biocarburants dans les pays en développement", Etude commanditée par la DG Environnement du Service public fédéral (SPF) belge Santé, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement, CETRI, Décembre 2010.

8 Loi du 17 juillet 2013 « relative aux volumes minimaux de biocarburants durables qui doivent être incorporés dans les volumes de carburants fossiles mis annuellement à la consommation ».

Le Conseil fédéral du développement durable s'était alors indigné de ne pas avoir été consulté par rapport à cette nouvelle loi<sup>9</sup>. Au niveau international, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Conseil des droits de l'Homme des Nations-Unies s'étaient montrés préoccupés par la politique belge et avaient demandé que des évaluations systématiques d'impacts sur les droits humains soient menées<sup>10</sup>. Le gouvernement n'a toutefois pas changé de cap. En 2016 une nouvelle réglementation est venue remplacer l'essence 95E5 par l'essence 95E10 à partir du 1er janvier 2017, c'est-à-dire à doubler la quantité d'agroéthanol dans l'essence mis à la consommation. Et dernièrement, en mai 2018, un nouvel arrêté royal a fixé un objectif contraignant de 8,5 % d'incorporation d'agrocaburants dans les carburants mis à la consommation pour 2020.

## UN REMÈDE CLIMATIQUE PIRE QUE LE MAL

Rappelons que le principal argument qui a justifié le développement des agrocaburants était la lutte contre les changements climatiques. En effet, les promoteurs justifiaient que le CO<sub>2</sub> libéré lors de la combustion des agrocaburants avait été préalablement absorbé dans l'atmosphère par l'effet de la photosynthèse lors de la croissance des plantes. Les effets sur

les émissions de gaz à effet de serre devaient donc être réduits. Les études scientifiques sont venues remettre en cause cet argument climatique en analysant l'ensemble du cycle de production des agrocaburants. L'impact environnemental et climatique est particulièrement remis en question lorsque l'on prend en compte les changements d'affectation des sols indirects (en anglais : Indirect Land Use Change, ILUC). En effet lorsqu'une culture d'agrocaburants prend la place d'une culture alimentaire, cette dernière sera alors déplacée vers d'autres écosystèmes riches en carbone, ce qui élimine les effets bénéfiques de réduction des gaz à effet de serre.

Selon des rapports commandités par la Commission européenne, les effets ILUC auraient pour conséquence que les agrocaburants émettent finalement plus de gaz à effet de serre que les équivalents en combustibles fossiles<sup>11</sup> ! Le bilan est particulièrement mauvais en ce qui concerne certaines cultures pour l'agrodiesel comme le soja ou l'huile de palme qui émettraient jusqu'à 2 à 3 fois plus de GES que le diesel pur<sup>12</sup>.

Or c'est principalement l'agrodiesel qui est consommé en Europe (80 % d'agrodiesel contre 20 % d'agroéthanol). Cette consommation explique notamment l'extension des cultures de colza européen mais également l'augmentation des importations d'huile de palme. Les importations d'huile de palme ont plus que doublé au cours des 10 dernières années et plus de la moitié de l'huile de palme est maintenant utilisée dans les transports plutôt que dans l'industrie alimentaire.

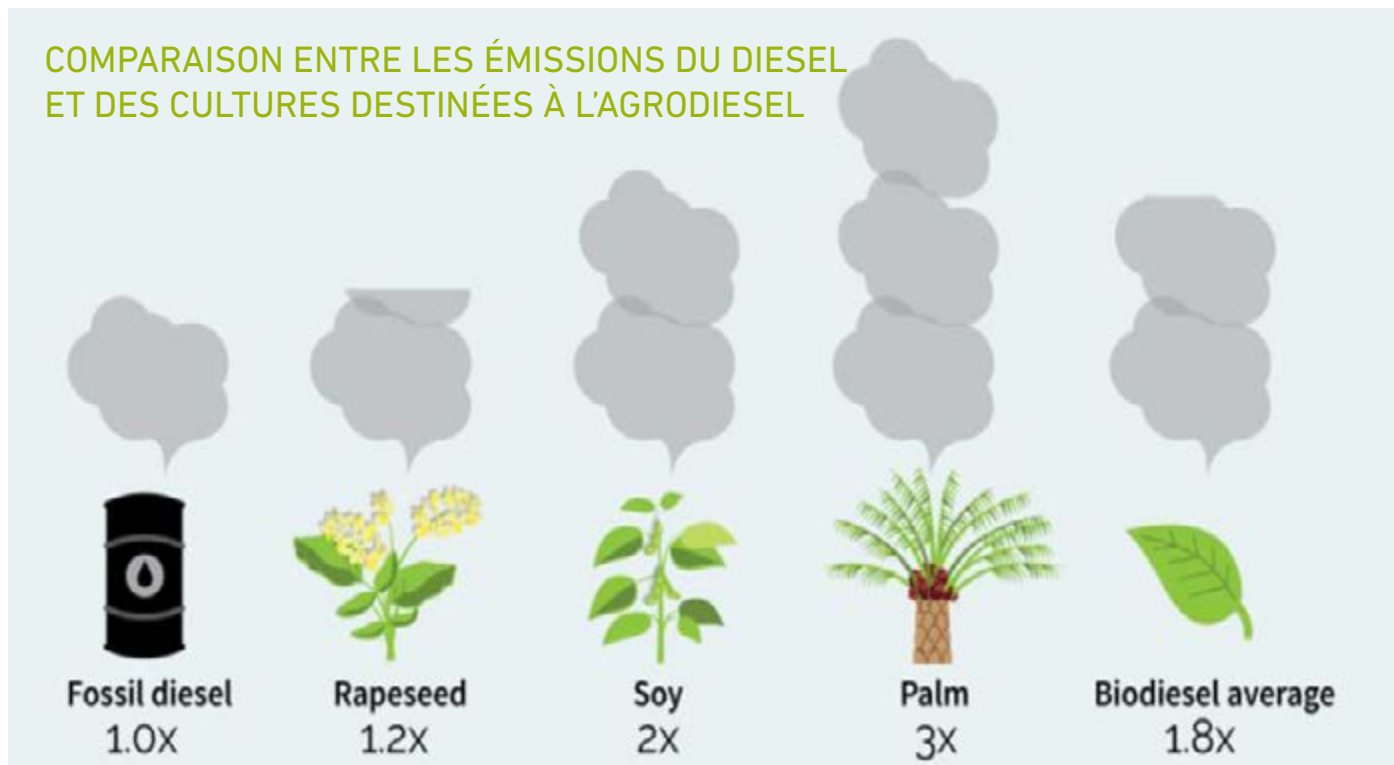
9 Le Conseil fédéral du développement durable a regretté cette procédure d'urgence et l'absence de concertation avec la société civile. [https://www.frdco-cfdd.be/sites/default/files/content/download/files/i59f\\_0.pdf](https://www.frdco-cfdd.be/sites/default/files/content/download/files/i59f_0.pdf)

10 Comité des droits économiques, sociaux et culturels, E/C.12/BEL/CO/4, §22.

11 Ecofys, IIASA and E4tech (2015), « The land use change impact of biofuels consumed in the EU : Quantification of area and greenhouse gas impacts », Study commissioned by the European Commission. [https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/Final%20Report\\_GLOBI-OM\\_publication.pdf](https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/Final%20Report_GLOBI-OM_publication.pdf)

12 Transport & Environment, « 7 facts about palm oil biodiesel », Briefing note, May 2018.

## COMPARAISON ENTRE LES ÉMISSIONS DU DIESEL ET DES CULTURES DESTINÉES À L'AGRODIESEL



Source : Transport & Environment

### CONCLUSION

Remettre les droits humains et les objectifs climatiques au centre des décisions politiques

Présentés au début des années 2000 comme la panacée pour réduire les émissions de GES dans le secteur des transports, les agrocarburants se sont finalement avérés être un remède pire que le mal. L'exemple des agrocarburants démontre l'impasse des politiques de mobilité basées uniquement sur les avancées techno-industrielles sans revoir en profondeur

(et réduire) nos besoins de mobilité. Seule une politique globale visant tant la réduction de la demande que le développement d'une offre alternative adéquate (développement des transports publics, mobilité partagée, mobilité douce, etc.) permettra de répondre aux défis climatiques.

Par ailleurs, l'ampleur des impacts des agrocarburants sur la sécurité alimentaire et les droits humains, en particulier le droit à l'alimentation et à la nutrition, aurait du mener les Etats à revoir et stopper leurs politiques publiques de soutien aux

agrocarburants. C'était sans compter sur le poids des lobbies industriels et de l'agroalimentaire qui ont pesé de tout leur poids auprès des décideurs politiques, comme ils l'ont encore démontré lors de la révision de la directive énergie renouvelable (RED 2) en début d'année.

Cela démontre encore le besoin de renforcer la mobilisation citoyenne pour que les engagements climatiques et le respect des droits humains soient remis au centre des décisions politiques. ●

## 7. L'agriculture intelligente face au climat (*Climate-Smart Agriculture*) : Comment l'industrie agro-alimentaire renforce sa position en promouvant de fausses solutions

*Hanne Flachet, chargée de recherche et plaidoyer chez FIAN Belgium*

**Aujourd'hui, la production alimentaire mondiale est mise en danger à cause du réchauffement climatique, ce dernier menaçant la famine d'augmenter davantage. En parallèle, le système alimentaire et agro-industriel qui domine actuellement est responsable d'une importante émission de gaz à effet de serre. Une transformation du système alimentaire est indispensable. D'une part, afin d'aider à éradiquer la faim dans le monde et afin de rendre les producteurs alimentaires résistants. Et d'autre part, pour contrer l'impact de l'agriculture sur le climat. En raison des intérêts différents des parties, les avis divergent fondamentalement quant au contenu de cette transformation et à sa mise en application.**

D'un côté du débat, nous retrouvons les défenseur·euse·s du modèle agroécologique, soutenu par des mouvements d'agriculteurs et agricultrices, des mouvements sociaux, des chercheur·euse·s et des ONGs. L'agroécologie est un concept qui ne cesse de se développer et qui fait référence à la fois à des connaissances scientifiques, à un ensemble de techniques et pratiques

agricoles, ainsi qu'à un mouvement social. Dans ce modèle, on accorde une importance particulière à la production alimentaire durable, locale, autonome et sociale dans le respect des droits, besoins et connaissances des personnes qui produisent les aliments. De l'autre côté nous retrouvons le modèle agro-industriel axé sur la mécanisation, l'augmentation de la productivité et l'efficacité. Ce modèle est extrêmement dépendant de monocultures intensives, d'intrants chimiques externes et de lourds investissements, et mène à une croissance et une concentration du pouvoir au sein du système alimentaire. Dans ce modèle, les solutions proposées pour contrer le changement climatique visent principalement à accroître la production par hectare. Pour ce faire, certains estiment nécessaire d'utiliser des techniques telles que la création d'OGM et l'agriculture de précision. C'est donc la technologie, et non un changement systémique, qui est proposé comme la solution au problème climatique et alimentaire.

Ces deux modèles ne peuvent coexister, puisque l'agriculture agro-industrielle avale de plus en plus de terres et de ressources naturelles au détriment

d'autres pratiques agricoles. Aujourd'hui, la chaîne alimentaire industrielle utilise 75% des matières premières agricoles alors qu'elle ne nourrit que 30% de la population mondiale<sup>1</sup>. En d'autres termes, notre système alimentaire et agricole est à la croisée des chemins : perpétuer un business « optimisé » qui anéantit la production de nourriture locale ainsi que le climat, ou bien transformer radicalement le système agricole afin de faire face aux défis actuels.

### **L'ÉMERGENCE DE L'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT EN TANT QUE NOUVEAU PARADIGME**

La solution qui a été mise en avant par les institutions internationales il y a une dizaine d'années souhaitait intégrer les différents modèles. En 2010, la FAO présente l'Agriculture intelligente face au climat (AIC, de l'anglais *Climate-Smart Agriculture*, CSA), une

<sup>1</sup> ETC group, 2017, *Who will feed us, the peasant food web vs the industrial food chain*, <http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedus-english-webshare.pdf>





CC BY-SA 2.0 Graham Horn

approche qui se veut avantageuse pour tous et a pour but d'assurer une production alimentaire durable face au changement climatique. L'AIC vise à traiter trois objectifs principaux : l'atténuation (réduction des émissions de gaz à effet de serre), l'adaptation (renforcement de la résilience face aux impacts des changements climatiques) et l'augmentation durable de la productivité et des revenus agricoles afin d'établir une sécurité alimentaire et un développement. L'AIC est présentée comme le modèle idéal qui rassemble les différents acteurs autour d'un objectif commun et qui, de cette manière, met en marche l'incontournable transition.

L'AIC est soutenue par de grands acteurs institutionnels tels que l'ONU, la FAO ou la Banque mondiale, mais aussi par des institutions de recherche agricole comme le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (*Consultative Group for International Agricultural Research, CGIAR*). L'AIC fait partie des politiques alimentaires et agricoles et de la stratégie de développement de divers gouvernements nationaux dont la Belgique<sup>2</sup>. Des donateurs comme la

GIZ et la Banque mondiale ont intégré l'AIC dans leurs stratégies de sécurité alimentaire et de réduction d'émissions de gaz à effet de serre<sup>3</sup>. Ce paradigme est donc très ancré dans l'Union européenne.

---

"Agriculture et Sécurité alimentaire" pour la Coopération au développement  
[https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/downloads/note\\_strategique\\_agriculture\\_et\\_securite\\_alimentaire\\_2017.pdf](https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/downloads/note_strategique_agriculture_et_securite_alimentaire_2017.pdf)

<sup>3</sup> Action Contre la Faim, 2017, Climate Smart Agriculture: Frame it or leave it!

---

<sup>2</sup> Coopération belge au développement, 2017, De la subsistance à l'entrepreneuriat : Note stratégique

## LE MODÈLE DE L'AIC EMPÊCHE LE CHANGEMENT RADICAL

L'AIC est un concept plutôt vague dans lequel un large éventail de pratiques et techniques est possible et qui varient en termes d'échelle, de résultat et d'objectif. Toute pratique qui contribue à satisfaire les objectifs poursuivis peut relever du dénominateur AIC : des petites initiatives en faveur de l'agroforesterie suivant les grands principes de l'agro-écologie aux monocultures de colza à échelle industrielle, réalisées au moyen d'interventions mécanisées sans labour<sup>4</sup>, dépendantes de cultures d'OGM et qui font grandement usage d'herbicides au glyphosate<sup>5</sup>.

L'AIC ne parvient ni à toucher aux fondements du système alimentaire mondial actuel ni à modifier les relations de pouvoir existantes. En admettant et en promouvant des pratiques issues des différents modèles

---

4 Les pratiques de semis direct ne labourent pas le sol pour retenir l'azote dans le sol. Cependant, ne pas labourer stimule aussi les mauvaises herbes. Par conséquent, cette technique s'accompagne souvent d'une augmentation de l'utilisation d'herbicides à fortes émissions de gaz à effet de serre en raison de la production de ces herbicides. L'impact "indirect" et les conséquences sur l'autonomie et la biodiversité ne sont pas pris en compte dans l'évaluation.

5 Taylor, Marcus, 2018, "What's Smart About Climate-smart Agriculture?" Policy Brief #22. Oakland, CA: Food First/ Institute for Food and Development Policy.

agricoles, l'AIC dissimule le conflit qui existe entre ces modèles. Le résultat : un business « optimisé » qui continue comme si de rien n'était. Il n'est pas surprenant que l'AIC soit soutenue par l'industrie agro-alimentaire. En effet, derrière la bannière de l'AIC, l'agro-industrie renforce sa position. Les critiques de l'AIC ne se sont donc pas fait attendre. En 2015, à l'occasion de la COP21, une coalition mondiale de plus de 350 mouvements d'agriculteurs, mouvements sociaux et organisations de la société civile a formulé une critique sous le titre suivant : « *Don't be fooled! Civil society says NO to "Climate-Smart Agriculture" and urges decision-makers to support agroecology* »<sup>6</sup>. Leur avertissement est clair : l'AIC compromet la transformation radicale et le développement des pratiques agro-écologiques.

Comment se fait-il qu'une approche faite des meilleures intentions en réponse à un réel problème devienne celle qui maintient l'état actuel des choses au lieu d'enclencher le changement souhaité ? La formulation d'objectifs trop vagues et insuffisants constitue un des problèmes principaux. En outre, il n'a été décidé d'aucun critère définissant les techniques et pratiques qui peuvent ou non être « intelligentes face au climat ». En second lieu, l'AIC est ouverte à tout type d'acteur. En conséquence, l'AIC reflète les rapports de force inégalitaires qui existent au sein du système alimentaire global.

---

6 Ne soyez pas dupe ! La société civile dit NON à "l'agriculture intelligente sur le climat" et exhorte les décideurs à soutenir l'agroécologie

Les acteurs les plus puissants n'ont pas tardé à marquer de leur empreinte cette approche intelligente face au climat.

### 1. OBJECTIFS INSUFFISANTS ET MANQUE DE CRITÈRE

Les objectifs de l'AIC découlent d'une analyse du problème très technique et axée sur le marché. La faim est réduite à un problème de productivité plutôt qu'à un problème d'inégalité et de pauvreté. Aujourd'hui, nous produisons à l'échelle mondiale suffisamment de nourriture pour nourrir la planète entière<sup>7</sup>. Pourtant, des populations souffrent de la faim. Il est donc essentiel de savoir qui produit et contrôle la nourriture, ce qui n'est pas ou trop peu abordé dans le plan de l'AIC. Les techniques mises en avant par l'AIC mènent à une privatisation et concentration des moyens de productions comme la terre, l'eau, les graines, etc., ce qui nuit à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire. La vraie question est la suivante : que doit produire notre modèle agricole, par qui et pour qui ?

Par ailleurs, les objectifs font surtout la part belle à la production qui manque d'une vision plus globale. En insistant sur l'augmentation de la production par hectare, on délaisse les nombreuses et diverses fonctions de l'agriculture telles que le maintien de la biodiversité et la qualité de vie socio-économique en région rurale<sup>8</sup>. On néglige également la

---

7 FAO, 2017, The state of Food Security and nutrition in the world.

8 Taylor, Marcus, 2018, "What's

qualité nutritionnelle de la production. L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne prend pas en compte les émissions indirectes (processus de production d'intrants et impact sur la demande du marché). Ensuite, les impacts négatifs des pesticides sur l'environnement (sol, eau, biodiversité) sont totalement ignorés. Quant au renforcement de la résilience, on souligne surtout la résilience de la production et on ne tient pas compte de la résilience de l'agriculteur ou de l'agricultrice par rapport au système économique et écologique qui exige diversité et autonomie.

L'AIC est également critiquée sur la base de son évolution relative<sup>9</sup>. En effet, une technique présentant une moindre émission de gaz à effet de serre, mais qui continue malgré tout à polluer et qui favorise la concentration accrue des sols et la dégradation de la biodiversité peut tout de même se voir attribuer le dénominateur AIC.

## **2. LES ACTEURS DOMINANTS DÉTERMINENT LE MODÈLE : L'INDUSTRIE DES ENGRAIS PREND LES DÉCISIONS**

L'Alliance globale pour une agriculture intelligente face au climat (*Global Alliance for Climate-Smart Agriculture*, GACSA) joue un rôle important au sein des divers acteurs exerçant une

---

Smart About Climate-smart Agriculture?" Policy Brief #22. Oakland, CA: Food First/ Institute for Food and Development Policy.

9 Ibid.

influence sur le programme de l'AIC et ses pratiques. Il s'agit d'une plateforme multipartite qui a été lancée en 2014 lors du Sommet mondial sur le climat à New York. Diverses instances de l'ONU, y compris la FAO, soutiennent l'initiative. Elle est ouverte à tout type d'acteur et de secteur, à condition qu'ils adhèrent aux objectifs. Cependant, les acteurs ne sont pas responsables de la réalisation des objectifs. De plus, il n'existe aucun mécanisme capable de compenser les déséquilibres de puissance.

Il n'est donc pas surprenant que l'agro-industrie et, plus spécifiquement, les fabricants d'engrais synthétiques occupent une place de choix au sein de la GACSA, alors que les organisations d'agriculteur-rice-s sont extrêmement sous-représentées<sup>10</sup>. La production d'engrais représente environ 1 à 2% de la consommation énergétique mondiale et 1 à 2% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'utilisation de ces engrais augmente encore les émissions. Les engrais sont la principale cause des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur agricole. Yara est un bon exemple : il s'agit d'une entreprise détenue à 40% par le gouvernement norvégien et qui domine le marché des engrais azotés. C'est Yara qui coordonne

---

10 Parmi les 29 fondateurs non gouvernementaux de l'Alliance mondiale pour les CSA, il y avait trois lobbys de l'industrie des engrais, deux des deux plus grands fabricants mondiaux d'engrais et quelques organisations travaillant étroitement avec le secteur des engrais au changement climatique. (GRAIN)

le lobby du développement du gaz de schiste en Europe et qui consomme une grande partie du gaz provenant de la fracturation hydraulique aux États-Unis<sup>11</sup>.

Cela soulève de grandes questions sur le fait que les entreprises qui, d'un point de vue économique, dépendent totalement de la production et de la vente d'engrais ont une place dans l'Alliance. Cependant, ce n'est pas un hasard. L'industrie des engrais faisait déjà pression depuis plusieurs années sur les gouvernements pour mettre en place une plateforme multipartite<sup>12</sup>. Par le biais de la GACSA, l'agro-industrie peut garder une forte emprise sur la politique et le financement des organisations internationales pour l'agriculture et le climat. La menace du réchauffement climatique pour notre production alimentaire est utilisée pour renforcer et accélérer le développement du modèle agricole agro-industriel<sup>13</sup>.

---

11 Grain, 2015, The Exxons of agriculture

12 Grain, 2015, The Exxons of agriculture

13 Newell and Taylor, 2017, contested landscapes: : the global political economy of climate-smart agriculture, Journal of Peasant Studies

La GASCA n'est pas la seule initiative multipartite dans laquelle les entreprises conjointement responsables du problème parviennent à se profiler comme faisant partie de la solution. D'autres exemples bien documentés sont la « *SUN Initiative* » et « l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire et la nutrition » qui a réuni divers acteurs pour trouver une solution à la faim<sup>14</sup> dans le monde et assurer une croissance durable en Afrique<sup>15</sup>. La création d'initiatives multipartites est une stratégie délibérée du secteur privé pour prendre le contrôle des débats qui constituent une menace pour leur survie. Depuis les années 1990, le nombre de ce type de partenariat est en hausse. Le justificatif utilisé est celui de la nécessité de solutions pragmatiques pour les problèmes complexes et les compromis entre les différents acteurs. Par exemple, les questions politico-économiques telles que le réchauffement climatique, la pauvreté et le développement sont réduites à des problèmes techniques qui peuvent être résolus grâce à une bonne coopération et à un financement suffisant. Les entreprises font partie de la solution, pas du problème, et le changement structurel continue de manquer à l'appel. Ce que ces plateformes multipartites ont en commun, c'est qu'elles reposent sur des pratiques

volontaires, des objectifs vagues et un manque de transparence et de responsabilité. Ils ne fournissent pas de mécanismes capables de compenser le déséquilibre des forces. L'accent mis sur des solutions pragmatiques et orientées vers l'action laisse peu de place à une analyse approfondie des problèmes.

Une véritable transition doit affecter les relations de pouvoir existantes

Si nous voulons réaliser une véritable transition de notre système agricole et alimentaire, il est essentiel de s'opposer aux solutions contrefaites telles que l'AIC, mais aussi de rester attentif à la possible cooptation par l'agro-industrie de solutions réelles. Le véritable changement ne peut provenir que de pratiques qui brisent les relations de pouvoir existantes. Cela nécessite des objectifs clairs et des critères permettant de vérifier les objectifs. Les objectifs doivent toucher aux fondements du système actuel, tels que le contrôle de la terre et des autres matières premières, et doivent contribuer à la souveraineté alimentaire. D'autre part, il est nécessaire d'adopter une approche fondée sur les droits humains. Cela signifie que les personnes les plus vulnérables et celles qui seront le plus impactées doivent se trouver au cœur des décisions politiques.

Dans une époque où McDonalds et Carrefour font la promotion de leur propre charte agro-écologique, il est essentiel d'affirmer que ce ne sont pas les multinationales de ce monde, mais bien les milliards d'agriculteurs et d'agricultrices qui produisent 70% de l'alimentation mondiale<sup>16</sup> qui peuvent façonner le système agricole alimentaire du futur. ●

14 Flavio Valente, The corporate capture of food and nutrition governance revisited : a threat to human rights and people sovereignty

15 Action Aid, 2015, New Alliance, New Risk of Land Grabs: Evidence from Malawi, Nigeria, Senegal and Tanzania.

16 ETC group, 2017, Who will feed us, the peasant food web vs the industrial food chain, [http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedus-english-webshare.pdf\\_.pdf](http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedus-english-webshare.pdf_.pdf)









## 8. Carbone dans les sols agricoles : un nouvel alibi pour l'agrobusiness ?

Par Anne-Laure Sablé,

*chargée de plaidoyer souveraineté alimentaire et climat au CCFD-Terre Solidaire, auteure du rapport*

*« Nos terres valent plus que du carbone – Récit d'un immobilisme au détriment d'une conversion de nos modèles agricoles »*

**Incendies en Grèce, en Californie, en Suède, records de températures enregistrés dans les pôles, sécheresse et crise alimentaire au Sahel... Des événements extrêmes qui, ces derniers mois, viennent encore nous rappeler que l'urgence climatique impose de faire les bons choix.**

Depuis la COP 21 et l'adoption de l'accord de Paris, tous les secteurs d'activité sont appelés à évoluer, à la fois pour réduire leur impact sur les émissions de gaz à effet de serre et pour s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique.

Longtemps hors des radars, l'agriculture occupe aujourd'hui une place croissante dans les décisions politiques pour faire face à la crise climatique. Deux raisons principales à cela : l'agriculture est à la fois l'un des secteurs les plus touchés par les effets des dérèglements climatiques et responsable d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. L'agriculture génère en effet 50% des émissions mondiales

de méthane et 60% des émissions mondiales de protoxyde d'azote. Elle est également fortement émettrice de CO<sub>2</sub> si l'on considère l'ensemble du système qui tient compte de la déforestation, des emballages, des pertes et gaspillages, etc. Du champ à l'assiette, les estimations convergent pour attribuer plus d'un tiers des émissions mondiales au système agro-alimentaire. Pour mieux résister aux effets de la crise climatique tout en y contribuant le moins possible, cela appuie l'idée qu'il est essentiel de questionner l'ensemble du système alimentaire au-delà de la seule agriculture. Mais cette remise en question profonde et systémique de nos modes de production et de consommation semble prendre le large sous l'effet d'une troisième caractéristique de l'agriculture : la capacité des végétaux et des sols à stocker du carbone.

Ce rôle de « puits de carbone » permet de compenser des émissions jugées trop difficiles voire impossibles à réduire. Nos sociétés ne peuvent réduire leurs émissions à un zéro

absolu : les végétaux, comme les forêts ou encore les sols, viendraient donc contrebalancer ces émissions résiduelles en absorbant leur équivalent dans l'atmosphère. C'est ce qu'on appelle la neutralité carbone. A priori, aucun mal à cela.

Depuis la COP 21, l'agriculture et l'or noir que recèleraient ses terres (le carbone cette fois et non le pétrole !) sont ainsi sous le feu des projecteurs. Les initiatives portées par les Etats pour développer le carbone dans les sols se multiplient, les géants de l'agrobusiness y adhèrent, vantant leurs impacts positifs contre la faim et les changements climatiques. Alors solution miracle ou alibi ?

En réalité, choisir de compenser les émissions restantes que nos sociétés ne pourraient gérer est un acte hautement politique : moins nous transformerons en profondeur nos systèmes de production et de consommation, plus il restera des émissions jugées résiduelles. Inversement, plus nous agirons sur les causes structurelles de la crise climatique, moins il y aura d'émissions restantes à gérer. L'orientation choisie est d'une importance primordiale car elle détermine à quel point les terres deviendront des variables d'ajustement des politiques nationales.

Les principales actions à mener pour réduire l'impact environnemental de nos systèmes alimentaires sont pourtant connues : mieux gérer la fertilisation et en particulier réduire les engrais de synthèse, réduire l'élevage industriel, enclencher la transition agroécologique et faire évoluer la demande alimentaire dans un monde où l'on produit assez pour que chacun mange à sa faim alors même que 815 millions de personnes sont sous-alimentées ! Ces évolutions majeures impliquent une remise en cause du système agro-alimentaire industriel, gourmand en intrants chimiques et orienté vers une internationalisation croissante des marchés.

Face à la crise climatique qui fait de plus en plus de ravages, en particulier dans les Etats les moins responsables de cette situation, la communauté internationale cherche des réponses qui engageraient l'ensemble des acteurs tout en respectant le principe de responsabilité historique des pays les plus industrialisés. Pour faire évoluer à la fois les secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre et s'adapter aux conséquences des dérèglements climatiques, des investissements financiers massifs sont indispensables. En arguant un manque de ressources financières publiques, les Etats associent de plus en plus étroitement le secteur privé pour contribuer à cet investissement. Ainsi, depuis la COP 21, les espaces de négociations des Nations Unies ouvrent de plus en plus grand la porte aux acteurs économiques, y compris à ceux de l'agrobusiness.

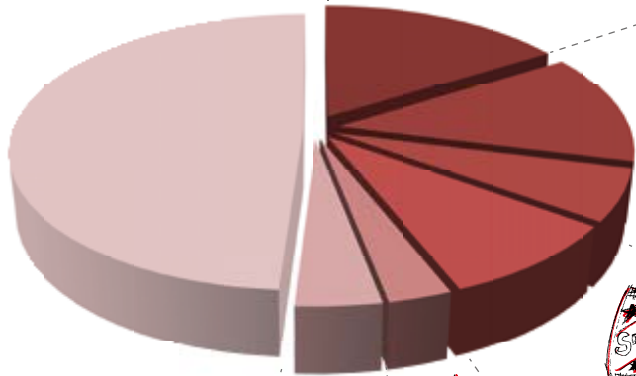
Car les acteurs de l'agrobusiness sont conscients des évolutions que leur secteur risque de subir. En guise de parade, les géants de l'agro-industrie multiplient les initiatives afin d'être placés par la communauté internationale du côté des solutions pour le climat plutôt que du côté des problèmes. Régulièrement, ils s'affichent dans des événements

publics pour promouvoir des nouvelles actions pour plus de carbone dans les sols agricoles. On pense par exemple à l'Alliance pour une agriculture intelligente face au climat (GACSA en anglais : Global Alliance for Climate Smart Agriculture) à laquelle appartiennent Yara, Syngenta ou encore Danone et Kellogg's et qui fait la promotion d'une intensification durable de l'agriculture couplée à une amélioration de la séquestration du carbone dans les sols. C'est le cas également de l'initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine (AAA), soutenue par Avril (leader industriel de l'alimentation animale en France) et les fondations d'entreprise de Danone et de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) qui cherche à trouver « un juste milieu entre une agriculture productiviste et une agro-écologie qui consisterait à produire avec moins ou zéro intrants. » Et pour finir, l'initiative « 4 pour 1000 » qui cherche spécifiquement à améliorer le taux de carbone dans les sols et à laquelle ont adhéré les fondations d'entreprise d'Avril et de Danone, mais aussi des acteurs liés aux marchés carbone avec, sûrement, l'espoir de compter sur une marchandisation ultérieure du carbone contenu dans les sols agricoles.

# Comment le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique

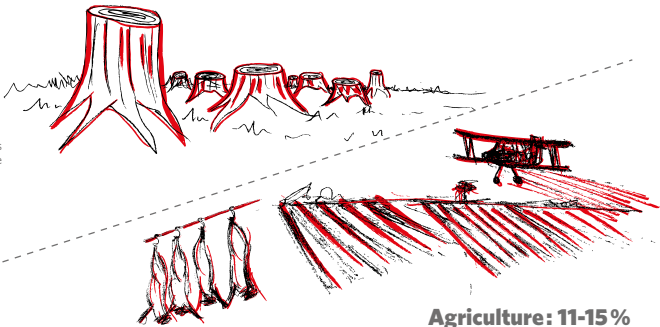
Entre 44 % et 57 % du total des émissions de GES proviennent du système alimentaire mondial

Autres émissions non liées  
à l'alimentation : 43-56%



## Déforestation: 15 à 18 %

Avant que la plantation commence, les bulldozers font leur travail. Dans le monde entier, l'agriculture industrielle s'étend dans les savanes, les terres humides et les forêts, en labourant d'immenses surfaces de terres. La FAO affirme que l'avancée de la frontière agricole est responsable de 70 à 90 % de la déforestation mondiale, au moins la moitié étant destinée à la production de quelques produits agricoles destinés à l'exportation. La contribution de l'agriculture à la déforestation représente ainsi 15 à 18 % des émissions mondiales de GES.



## Agriculture: 11-15 %

Il est généralement admis que l'agriculture elle-même contribue à hauteur de 11 à 15 % du total des gaz à effet de serre produits dans le monde. La plupart de ces émissions proviennent de l'utilisation d'intrants industriels, comme des engrais chimiques et de l'essence pour faire fonctionner les tracteurs et les machines d'irrigation, ainsi que des surplus de fumier générés par l'élevage intensif.

## Transports: 5-6 %

Lé système alimentaire industriel se comporte comme une agence de voyage mondiale. Les cultures destinées à l'alimentation animale peuvent être réalisées en Argentine et servir à l'alimentation de poulets au Chili, qui sont exportés vers la Chine pour transformation et sont finalement consommés dans un McDonald aux États-Unis. Une grande partie de notre nourriture, cultivée dans des conditions industrielles dans des contrées lointaines, parcourt des milliers de kilomètres avant d'atteindre nos assiettes. Nous pouvons estimer prudemment que le transport des denrées alimentaires représente un quart des émissions mondiales de GES liées au transport, soit 5 à 6 % du total des émissions mondiales de GES.



## Transformation et emballage: 8-10 %

La transformation constitue l'étape suivante, très rentable, dans la chaîne alimentaire industrielle. La transformation des aliments en repas prêts à l'emploi, en snacks et en boissons nécessite une énorme quantité d'énergie, principalement sous la forme de carbone. Il en va de même pour le conditionnement et la mise en conserve de ces aliments. La transformation et le conditionnement permettent à l'industrie alimentaire d'empiler sur les rayons des supermarchés et des magasins de proximité des centaines de marques et de formats différents, mais ils génèrent aussi une énorme quantité d'émissions de gaz à effet de serre: environ 8 à 10 % du total mondial.



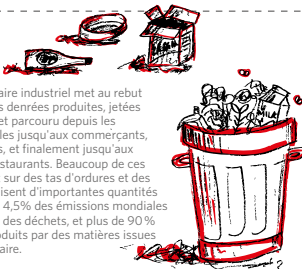
## Congélation et vente au détail: 2-4 %

La réfrigération est la clé de voûte des vastes systèmes mondiaux d'achat des chaînes modernes de supermarchés et de restauration rapide. Partout où le système alimentaire industriel s'implante, il est accompagné de chaînes du froid. Si l'on considère que le refroidissement est responsable de 15 % de la consommation mondiale totale d'électricité et que les fuites de fluides frigorigènes chimiques sont une source importante de GES, on peut dire sans risque de se tromper que la réfrigération des aliments représente environ 1 à 2 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La vente au détail des aliments représente 1 à 2 % de plus.



## Déchets: 3-4 %

Le système alimentaire industriel met au rebut jusqu'à la moitié des denrées produites, jetées pendant le long trajet parcouru depuis les exploitations agricoles jusqu'aux commerçants, aux transformateurs, et finalement jusqu'aux détaillants et aux restaurants. Beaucoup de ces déchets pourrissent sur des tas d'ordures et des décharges, et produisent d'importantes quantités de GES. Entre 3,5 et 4,5% des émissions mondiales de GES proviennent des déchets, et plus de 90% d'entre eux sont produits par des matières issues du système alimentaire.



Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour retordre la planète et nourrir sa population.  
<http://grain.org/fr/5101>



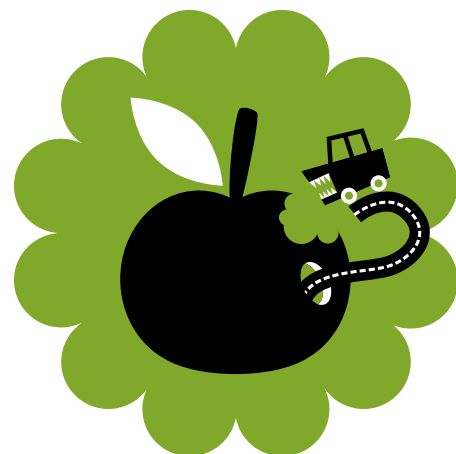
A travers ces initiatives semble se profiler un regain d'intérêt pour « l'agriculture de conservation » qui pourrait permettre d'accroître le carbone dans les sols. En 2008-2009, cette forme d'agriculture correspondait à 8% de la surface mondiale cultivée. Elle est principalement développée aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, au Brésil et en Argentine, pays dont les agricultures sont caractérisées par des cultures à grande échelle souvent dépendantes des pesticides comme le glyphosate et très consommatrices d'OGM. Les trois pays avec les plus grandes superficies de culture sous OGM correspondent d'ailleurs aux trois pays avec les plus grandes superficies de zéro labour. Car si l'appellation « agriculture de conservation » regroupe des formes très diverses d'agriculture<sup>1</sup>, pour nombreux de ses adeptes, l'un des outils phares reste le glyphosate malgré ses impacts sur la biodiversité et la santé. Au nom du climat sont ainsi sacrifiés de façon intolérable des enjeux de santé environnementale.

Sans oublier que les différentes études qui ont été menées sur le lien entre agriculture de conservation et carbone contenu dans les sols montrent des résultats très disparates et nous rappellent toute la complexité de nos écosystèmes. Car si la conversion de nos modèles alimentaires peut conduire à une réduction pure et simple des émissions de gaz à effet de serre, l'augmentation du carbone dans les

sols agricoles via différentes pratiques n'est, elle, en aucun cas permanente et irréversible. Le carbone contenu dans les sols fait l'objet de flux (émissions et absorptions) qui tendent à l'équilibre. Il résulte de la dégradation massive de nos terres et de nos forêts des pertes importantes de carbone dans l'atmosphère. S'il est évident qu'il convient de restaurer et de maintenir le stock de carbone dans les terres et dans les forêts, il serait en revanche illusoire de présenter la séquestration du carbone dans les sols comme une alternative à la réduction de nos émissions.

Maintenir l'expansion d'un système alimentaire industrialisé et mondialisé tout en verdissant quelques pratiques agricoles pour séquestrer plus de carbone ne fait que peser des risques supplémentaires pour la souveraineté alimentaire des paysannes et paysans de ce monde, en particulier celles et ceux qui dans les pays du Sud subissent de plein fouet les dérèglements climatiques : pression démesurée pour des terres agricoles afin de compenser les autres émissions du système industriel, transformation des paysannes et paysans en gestionnaires du carbone, atteintes à la biodiversité et à la santé environnementale au nom du climat (glyphosate, OGM...).

Plus que jamais, l'adoption de politiques publiques ambitieuses permettant d'opérer une véritable conversion de nos systèmes alimentaires doit supplanter le diktat imposé par les sphères économique et financière qui, après avoir largement contribué à provoquer les dérèglements climatiques, prétendent détenir la solution. ●



1 Formes d'agriculture qui reposent en général sur trois principes : couverture maximale des sols, rotation des cultures et perturbation minimale du sol jusqu'au zéro labour



## 9. Convergence des luttes : pour qu'elles récoltent ce qu'elles sèment

*Alice Thirion, stagiaire FIAN Belgium et Brigades Actions Paysannes*

**Les femmes, plus vulnérables face au changement climatique ?**

**Si le changement climatique se fait ressentir partout sur le globe, on sait toutefois qu'il n'affecte pas tout le monde de la même façon<sup>1</sup>. L'agriculture étant vulnérable face aux changements climatiques, lorsqu'elle est mise à mal par ceux-ci, les personnes qui vont être le plus affectées sont celles dont les moyens de subsistance (alimentation ou source de revenus) en dépendent directement. Ce sont donc les populations rurales les plus pauvres - petit-e-s agriculteurs-rices, éleveurs-ses, pêcheurs-ses, bergers-ères, cueilleurs-ses, petit-e-s exploitant-e-s agricoles, et communautés qui vivent de la forêt – qui en pâtissent le plus. À travers le monde, ils sont au nombre de 2,5 milliards de personnes. Parmi elles, les femmes subissent les impacts du changement climatique avec une plus grande intensité. Pourquoi ?**

### **DIVISION SOCIOCULTURELLE DU TRAVAIL ET DES RÔLES**

Dans la plupart des pays du sud, les savoirs et savoir-faire ancestraux traditionnels des femmes concernant la biodiversité et l'environnement sont de précieuses connaissances considérées comme un patrimoine immatériel remarquable. Depuis plusieurs siècles, ce sont elles qui produisent, échangent et protègent les semences, les stratégies de conservation des espèces autochtones ou encore les plantes médicinales<sup>2</sup>. Aujourd'hui, les femmes produisent entre soixante et quatre-vingt pour cent des aliments dans la plupart des pays en développement. Au niveau mondial, elles sont à la source de la moitié de la production alimentaire<sup>3</sup>.

Culturellement, les femmes sont aussi responsables des activités reproductives. Dans la littérature sur le genre, cette notion désigne les activités qui sont à la base du développement

économique et productif des sociétés<sup>4</sup>. Elles ont la charge du foyer, cela comprend la garde et le soin des enfants et de la famille, l'alimentation (approvisionnement en eau, culture vivrière ou/et achat, préparation) ainsi que l'entretien de la maison. Le soin de la famille et des malades sont aussi de leur ressort. À travers le monde, ces charges sont majoritairement assumées par les femmes, et ce à titre gratuit.

Les impacts du changement climatique ont plusieurs retombées sur ces rôles. Premièrement, la charge de travail augmente sans cesse. Les femmes doivent redoubler d'efforts car les rendements sont moindres, ce qui signifie que les revenus aussi. Cela augmente les risques d'insécurité alimentaire, de malnutrition et de famine. Face à la baisse de rendement des cultures, des paysan-ne-s ruraux-les quittent les campagnes en espérant trouver du travail dans les villes ou dans d'autres pays plus industrialisés.

1 FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition, Rome, 2018. [En ligne, <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/fr/>]

2 Le Monde selon les femmes, Stratégies de femmes face au changement climatique, Bruxelles, 2015.

3 FAO Focus, Les femmes et la sécurité alimentaire, 2009. [En ligne, <http://www.fao.org/focus/f/women/Sustin-f.htm#top>]

4 Gálvez Muñoz L., Domínguez-Serrano M., Rodríguez Madroño P., « Utilisation du temps et inégalités entre hommes et femmes en Espagne », Informations sociales, vol. 153, no. 3, pp. 98-107, 2009.



Souvent, ce sont les hommes qui partent et les femmes qui restent pour s'occuper des cultures et animaux. En plus des activités reproductives, les femmes endossent alors les activités productives génératrices de revenus. Leur charge de travail est donc fortement alourdie.

Toutes ces responsabilités réduisent significativement le temps que les femmes pourraient s'accorder pour se former ou s'émanciper, mais aussi le temps pour participer à la vie citoyenne et politique de leur communauté et donc aux prises de décisions. Plus encore, c'est le temps qu'elles pourraient consacrer pour elles-mêmes, pour être libres de faire ce qu'elles souhaitent pour leur bien-être. Car si les femmes sont pourvoyeuses de « care<sup>5</sup> » pour les autres, elles le sont rarement pour elles-mêmes. Cela impacte leur bi-

en-être, mais aussi leur santé et leur équilibre. Les rapports de genre doivent donc être repensés à travers des responsabilités partagées au sein de la famille et de la société afin d'arriver à une coresponsabilité familiale et citoyenne.

### **DROIT DES PAYSAN-NE-S, ACCÈS ET CONTRÔLE DES RESSOURCES**

Face au changement climatique et à la crise alimentaire, les instances internationales apportent de fausses solutions qui aggravent la situation des paysan-ne-s et du climat : accaparement des terres (*Landgrabbing*), développement des agro-combustibles, marché du carbone (marché des droits d'émission de gaz à effet de serre), ...<sup>6</sup> L'accaparement des terres et donc leur privatisation par des acteurs publics ou privés, a des effets directs sur la sécurité alimentaire des petit-e-s paysan-ne-s. Les terres disponibles

pour les cultures vivrières - qui sont donc généralement assumées par les femmes et destinées à l'alimentation de la famille - diminuent et se voient remplacées par des cultures industrielles. Cette marchandisation de la terre impacte également sur sa valeur, ce qui rend son accès compliqué pour les petit-e-s agriculteurs-rices qui ont peu de moyens.

Dans plusieurs régions du monde et plus particulièrement dans les pays du Sud, les femmes jouissent de moins de droits que les hommes en ce qui concerne l'accès à la terre, mais aussi son contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de décision sur cette terre et la sécurité d'en avoir l'usage à long terme. Leurs droits sont aussi réduits concernant l'accès à d'autres ressources telles que l'eau, les intrants biologiques, l'accès aux crédits, aux technologies et outils, aux formations pour des nouvelles techniques de travail appropriées,... Aussi, dans l'histoire, des rapports inégaux entre les sexes ont été institutionnalisés. Dans certains pays, des lois coutumières

<sup>5</sup> Le terme « care » regroupe des valeurs éthiques au sujet de la relation avec les autres et notre environnement : le soin, la responsabilité, l'attention, l'empathie, la prévenance, la sollicitude, ...

<sup>6</sup> Le Monde selon les femmes, Plaidoyer pour le genre dans l'agriculture et la souveraineté alimentaire, Bruxelles, 2011.

interdisent aux femmes l'héritage de terres<sup>7</sup>. En plus d'être un obstacle pour la souveraineté alimentaire c'est aussi un frein à la création de politiques agricoles égalitaires<sup>8</sup>.

Lors de la déclaration de la Vème Assemblée des Femmes de La Via Campesina<sup>9</sup>, les femmes expliquaient : *« En cette époque de crise profonde du système capitaliste, son expression néolibérale, les gouvernements dictatoriaux et impérialistes, propagent les guerres, extraient traîtreusement les communs, envahissent des nations, provoquent des migrations forcées, chassent les peuples de leurs terres, [...] Dans ce contexte, les femmes portent de plus en plus le poids de la production des biens et des aliments. Cependant, leur travail ne cesse d'être rendu invisible et le travail de prise en charge de leurs proches qu'elles effectuent n'est ni valorisé, ni soutenu, ni assumé par la collectivité ou la société, ce qui alourdit le fardeau de leurs tâches et entrave leur pleine participation. »*

La vulnérabilité particulière des paysannes est donc générée par les changements climatiques d'une part, mais exacerbée par les inégalités de genre, ancrées dans les histoires so-

cio-culturelles des pays et accentuées par des choix politiques trop souvent patriarcaux et capitalistes. Si la situation est souvent plus grave dans les pays du Sud, ce n'est pas pour autant qu'on en est à une réelle égalité dans les pays du Nord<sup>10</sup>.

## LUTTES ET STRATÉGIES DE RÉSILIENCE DES FEMMES

Aux quatre coins du monde, les femmes mobilisent leurs forces pour résister aux injustices et au changement climatique. Nombreuses sont leurs idées et innovations. Une de leurs premières stratégies est la diversification de leurs sources de revenus. Par exemple, des femmes développent de nouvelles productions tandis que d'autres se mettent à la transformation des matières premières afin de mettre en valeur et conserver certains aliments. Pour faire face au système économique des grandes industries agroalimentaires qui nuit à la commercialisation de leurs récoltes, elles créent des alliances à l'échelle locale. Pour cela, elles appuient le développement de réseaux entre productrices et commerçantes, en s'unissant sous forme d'associations. Elles s'autonomisent, s'entraident, partagent leurs savoirs et expériences. En se regroupant, les femmes ont plus de poids pour faire entendre leurs voix et leurs droits.

*République démocratique du Congo - Autonomisation des femmes à travers un système d'épargne villageois<sup>11</sup>*

*Au Sud-Kivu, une association a permis aux femmes de communautés rurales d'obtenir des crédits pour le développement d'activités génératrices de revenus. Avec de très faibles revenus, rembourser un crédit – et les taux d'intérêts – dans le délai imparti était difficile voire impossible pour certaines. Pour remédier à cela, elles ont mis en place deux caisses. La première, la caisse de solidarité, permet d'aider les femmes en cas de maladie, deuil ou encore mariage au sein de leurs familles. La seconde, la caisse d'épargne, leur permet d'épargner en fonction de leurs moyens. Une part vaut 1000 francs ; elles peuvent épargner une à cinq parts maximum. Chaque semaine, elles se retrouvent lors d'une réunion. Cela leur a aussi permis d'apprendre à prendre la parole en public et devant les hommes, explique Sifa Makali, présidente de l'Association Villageoise d'Epargne et Crédit (AVEC).*

7 Par exemple, au Burundi. Voir l'article de Entraide et Fraternité, Paysannes et souveraineté alimentaire : quels enjeux ?, Bruxelles, janvier 2010, p.20.

8 Entraide et Fraternité, Paysannes et souveraineté alimentaire : quels enjeux ?, Bruxelles, janvier 2010.

9 Déclaration de la Vème Assemblée des Femmes de La Via Campesina, Euskal Herria, Derio, 18 juillet 2017. [En ligne, <https://viacampesina.org/fr/ve-assemblee-femmes-de-via-campesina-declaration/>]

10 Dans le livre « Faiminisme », Nora Bouazouini parle de la situation en France, concernant l'accès aux structures et aux terres agricoles pour les femmes (2017).

11 FAO Regional Office For Africa, Autonomisation des femmes à travers le système d'épargne villageois en République démocratique du Congo, 2018. [En ligne, <http://www.fao.org/africa/news/detail-news/en/c/1129610/>]

Depuis longtemps déjà, les femmes se rassemblent pour lutter côte à côte. Partout, elles ont impulsé et impulsent encore des dynamiques pour un monde plus juste : Wangari Muta Maathai, Vandana Shiva, Aleta Baun, Rachel Carson, Mei Ng, Elin Wägner et encore bien d'autres<sup>12</sup>. Elles se mobilisent, interpellent et manifestent pour revendiquer leurs droits, dénoncer et combattre les violences faites aux femmes et construire une société plus juste. Au sein de La Via Campesina, elles ont une place particulière. Le mouvement revendique clairement un féminisme paysan<sup>13</sup>.

### **INTÉGRER UNE APPROCHE GENRE POUR UNE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DES PEUPLES**

Les femmes ne sont pas par essence plus vulnérables que les hommes face au changement climatique, ce sont bien l'un après l'autre, les rôles culturels établis par les sociétés, les choix politiques et les droits en découlant, qui les rendent plus vulnérables. En n'accordant pas les mêmes droits aux femmes – ou en ne les respectant pas – ce n'est donc pas seulement la sécurité alimentaire des peuples qui est compromise mais bien leur souveraineté alimentaire.

Cette situation de vulnérabilité s'aggrave au sein des groupes discriminés sur d'autres plans. Dans le monde agricole et paysan, les personnes LGBTQIA+ subissent aussi violences et inégalités.

Les discriminations à leur rencontre ont des conséquences sur leur accès aux études, au monde du travail ou encore aux programmes d'aides sociales. Cela a un impact direct sur leur rémunération et accroît le risque de pauvreté. Leur accès à l'alimentation est donc lui aussi menacé. L'approche genre est vaste et les solutions à trouver sont donc nombreuses.

Pour une réelle égalité entre les genres et les sexes et pour lutter contre le réchauffement climatique, l'approche genre doit être pensée comme un véritable objectif politique. Cela se traduit concrètement par des droits égaux mais aussi par une participation des femmes et autres groupes discriminés aux prises de décision les concernant. Chacun·e doit avoir une voix égale. Les actions et analyses basées sur une vision systémique et respectueuse de tous les êtres vivants et de l'environnement doivent être prises en compte pour élaborer des solutions structurelles face aux enjeux qu'amènent le changement climatique.●

12 Voir « Climate Feminism », Linnéa Engström, 2016.

13 Plus d'infos sur le site de La Via Campesina : <https://viacampesina.org/fr/femmes-via-campesina/>







## 10. Vers une transition agroécologique à l'échelle des territoires : l'exemple de Nantes métropole

*Par Loïc Monod, stagiaire chez FIAN Belgium*

**La lutte contre le changement climatique nécessite une transformation profonde des politiques publiques pour la transition écologique. Malgré les quelques avancées obtenues avec les accords de Paris en 2015, les changements de politiques et de pratiques au niveau international sont insuffisants et la mise en œuvre des accords par les États se confrontent à de nombreux obstacles et à un manque de volonté politique. Dans ce contexte, l'échelon local apparaît comme un espace plus propice à l'innovation politique. En matière d'alimentation, la ville de Milan a lancé en 2015 l'initiative du Pacte de Milan pour des politiques alimentaires urbaines (Milan Urban Food Policy Pact), qui rassemble actuellement 175 villes du monde entier autour d'un engagement à opérer une transition vers des systèmes alimentaires durables. Relocalisation et résilience des systèmes alimentaires sont les mots d'ordre du Pacte.**

Le présent article prend l'exemple de la métropole de Nantes, signataire du Pacte, qui a adopté une série de mesures politiques de transition agricole et alimentaire. Ces mesures concrètes agissent à deux niveaux-clés : au niveau du foncier agricole et au niveau de la distribution des produits agricoles. L'exemple nantais met ainsi en lumière des leviers que sont en position d'activer les collectivités locales.

### **À LA RECONQUÊTE DES TERRES AGRICOLES**

En ce qui concerne le foncier agricole, Nantes Métropole<sup>1</sup>, a entrepris une politique volontariste de sanctuarisation de ses espaces agricoles et de défrichage, c'est-à-dire de remise en culture des terres improductives. Dès 2007, les communes de l'agglomération se sont concertées et politiquement accordées sur une politique foncière ambitieuse qui mette un terme à l'artificialisation croissante des sols au détriment de l'agriculture, due au phénomène de

périurbanisation qui s'observe dans la région nantaise<sup>2</sup>. Cette politique foncière repose sur trois outils dont disposent les communes : le Plan local d'urbanisme (PLU), les aides financières au défrichage et la création de zones de préemption foncière.

Le PLU, document d'urbanisme qui détermine l'occupation des sols – entre zones urbaines, zones agricoles et zones naturelles – demeure un instrument incontournable dans la définition de la politique agricole locale. À Nantes et autour, les élus des différentes communes se sont engagées de concert à maintenir durant au minimum deux PLU (un PLU est en général révisé tous les dix ans), tous les espaces agricoles existants en zone A (zone agricole). C'est une première, quand la tendance générale dans les territoires est à l'aménagement urbain par la création de zones de développement du bâti, qu'il soit résidentiel, commercial ou industriel.

<sup>1</sup> En France, la métropole est depuis 2015 une collectivité territoriale à part entière, disposant de son administration au même titre qu'une commune, un département ou une région. Nantes Métropole regroupe 24 communes. La ville de Nantes en est le chef-lieu.

<sup>2</sup> Selon l'Agence d'urbanisme de la région nantaise (AURAN), entre 1980 et 2000 dans l'agglomération nantaise, l'urbanisation de terres agricoles ou naturelles a été 2 fois plus élevée que la croissance démographique.

Les communes de la métropole ont par la suite décidé d'aller plus loin en actant en décembre 2013, conjointement avec les communes de la Communauté de communes voisine au nord, Erdre-et-Gesvres, la création d'un Périmètre de protection d'espaces agricoles et naturels périurbains (PEAN), le plus vaste en France avec 17300 hectares<sup>3</sup>. Même s'il ne couvre qu'environ 4800 des 19600 hectares agricoles de la métropole, la création d'un PEAN vient fortement consolider cette politique foncière de reconquête et de sanctuarisation. Ce périmètre est devenu une zone de préemption, c'est-à-dire une zone au sein de laquelle les instances publiques ont une priorité d'achat par rapport à tout autre acquéreur potentiel sur les terres agricoles mises en vente. Le droit de préemption peut être actionné soit par la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), soit par le Conseil départemental (assemblée élue de la strate administrative départementale), soit par la commune concernée, soit par un acquéreur que cette dernière aurait mandaté, telle que la société foncière solidaire Terre de liens (équivalent français de Terre-en-vue en Wallonie et Landgenoten en Flandre). Ces trois types d'acteurs – SAFER, collectivités locales et Terre de liens – travaillent en partenariat de façon à favoriser la solution d'acquisition la plus adaptée.

En dehors d'un PEAN, la pérennité des espaces agricoles dépend d'une coordination politique intercommunale, certes manifeste dans le cas de la région nantaise depuis 2007, néanmoins toujours exposée à une remise en cause à la suite d'élections municipales. En revanche le PEAN, une fois créé, n'est révoqué que sur décision du Conseil d'État. Il incarne donc une garantie de préservation des espaces agricoles dans la durée.

### REMISE EN CULTURE DES TERRES ABANDONNÉES

En dépit de l'engagement politique autour des PLU et de l'existence d'un PEAN, un frein à l'activité agricole subsiste : l'enfrichement. La pression foncière qu'exerce la périurbanisation dans l'agglomération est telle qu'elle a poussé de nombreux propriétaires de terrains agricoles à l'abandon de leur exploitation dans l'espoir d'une hypothétique urbanisation, synonyme de vente du foncier au prix décuplé du terrain constructible. En 2009, Nantes Métropole a mis en place un programme de lutte contre les friches agricoles, en effectuant tout d'abord un diagnostic avec la Chambre d'agriculture, puis en se ressaisissant du programme d'aide à l'investissement immobilier agricole qu'elle avait lancé en 2001.

Ainsi, 3700 hectares de terres agricoles en friche ou sous-exploitées et 1500 hectares de terres agricoles dédiées aux loisirs ont été recensées, à partir desquels 155 sites prioritaires à défricher ont été définis couvrant entre 1500 et 2000 hectares<sup>4</sup>. Côté aide à l'investissement, 80 % des coûts liés à la remise en exploitation sont pris en charge par la métropole, ce qui a incité un certain nombre de propriétaires à abandonner leur approche spéculative. La métropole propose également depuis 2009 une aide à l'installation à hauteur de 40 % des coûts, plafonnée à 20000 euros. En mars 2015, 49 sites couvrant 449 hectares avaient été défrichés, et 33 sites couvrant 706 hectares étaient à l'étude ou en cours de défrichage.

### AIDE À L'INSTALLATION DES NOUVEAUX-ELLES PAYSAN-NE-S

Dans la mise en œuvre de cette politique foncière, le partenariat renforcé entre les acteurs précédemment évoqués et les coopératives d'aide à l'installation est primordial. Ils forment ensemble un écosystème sans lequel le maintien de l'activité agricole voulu n'a pas lieu. Un enjeu d'équilibre doit être pris en considération : à chaque fois qu'une opération de défrichage est lancée ou qu'un terrain en vente est acquis par la SAFER, Terre de liens ou une commune, un repreneur doit intervenir. C'est à ce stade que trois coopératives d'aide à l'installation – CIAP, CAP44 et SCIC Nord-Nantes – ont joué le rôle

3 Plan d'action du PEAN des trois vallées, entré en vigueur en juillet 2014 – [loire-atlantique.fr](http://loire-atlantique.fr)

4 Les chiffres proviennent de l'article de Dominique Barreau « Agir pour l'agriculture : Nantes Métropole », Mars 2015, Pour, N°224, pp.251-260 – [cairn.info](http://cairn.info)

déterminant de liaison entre les terrains disponibles et les porteur-riche-s de projets, souvent de jeunes agriculteur-riche-s peu expérimenté-e-s et, financièrement et matériellement, peu doté-e-s. En lien direct avec les sociétés foncières, elles accompagnent ces porteur-riche-s de projet en leur proposant non seulement une formation au métier d'agriculteur-riche, mais surtout un portage financier temporaire. Cette dernière étape est cruciale, tant l'investissement lié à l'installation peut être lourd et mener à l'abandon d'un projet. 100% des installations ayant bénéficié du portage temporaire de la CIAP ont débouché sur un financement par une banque pour le développement de leur projet agricole.

### **POUR UNE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE INNOVANTE, LA COEXISTENCE DE CIRCUITS COURTS ET LONGS**

Dans le cadre d'un Pacte métropolitain d'innovation<sup>5</sup> signé avec l'État français en juillet 2016, visant à soutenir le développement territorial par l'innovation urbaine, Nantes Métropole a décidé de construire et mettre en œuvre un Projet alimentaire territorial (PAT). Ce projet a pour objectif d'améliorer l'autonomie alimentaire du territoire en renforçant les filières locales issues de l'agriculture urbaine et périurbaine, de

la production à la consommation. En ce sens il s'inscrit dans la continuité des actions menées sur le foncier. Mais le pilier central de ce projet, qui demeure de loin la mesure de plus grande envergure, est le déplacement et l'agrandissement du Marché d'intérêt national (MIN).

Le MIN de Nantes est un marché de gros (voir encadré ci-dessous) du domaine public comme il en existe 17 en France, répartis dans la majorité des grands centres urbains. Créé comme les 16 autres dans les années 1960 avec le statut de service public, son rôle est d'être une plate-forme régionale de vente de gré à gré de produits agricoles et d'élevage de producteur-riche-s ou grossistes à détaillants (restaurateur-riche-s, épicier-rière-s, poissonnier-rière-s, boucher-ère-s, boulanger-ère-s et autres commerces alimentaires de proximité). Si un demi-siècle plus tard son bon fonctionnement et son efficacité n'ont pas été fondamentalement remis en question, la métropole a constaté qu'il servait de moyen d'optimisation logistique aux différents acteur-riche-s économiques de la filière alimentaire, plus qu'il ne jouait son rôle originel de point central des échanges de produits alimentaires. Ce constat s'est révélé doublement fécond. D'une part, le renforcement des filières agricoles locales, après reconquête foncière et installation de petit-e-s producteur-riche-s paysan-ne-s biologiques, nécessite des débouchés locaux. Il se trouve donc deux besoins – celui de débouchés locaux et celui de redynamiser le MIN – qu'il est possible de faire coïncider, en faisant du MIN le nouveau de point de

rencontre entre offre et demande de produits locaux. D'autre part, nombre de petit-e-s producteur-riche-s en circuits courts réalisent que la vente directe pose un problème de logistique urbaine, lequel pourrait se résoudre par l'utilisation de l'infrastructure logistique du MIN.

Les marchés de gros alimentaires sont des centres de vente en gros de gré à gré de produits agricoles (fruits, légumes, céréales), d'élevage, de la pêche, mais aussi transformés. Les vendeur-euse-s y sont des producteur-riche-s – transformateur-riche-s y compris, donc – ainsi que des grossistes (négociant-e-s intermédiaires entre producteur-riche-s et détaillant-e-s), tandis que les acheteur-riche-s sont des détaillant-e-s (épicier-rière-s, poissonnier-rière-s, boucher-ère-s, boulanger-ère-s) et des restaurateur-riche-s. En ce qui concerne les Marchés d'intérêts nationaux (MIN), si les vendeurs sont régionaux, voire nationaux, les acheteurs sont en grande majorité locaux. Les produits du maraîchage restent les plus vendus dans les marchés de gros.

Les marchés de gros de gré à gré sont la principale alternative aux centrales d'achats, dont l'activité est le stockage pour la vente sous contrat de distribution entre le vendeur et l'acheteur.

5 L'État français a en 2015 et 2016 signé un Pacte métropolitain d'innovation avec chacune des 15 métropoles françaises. L'objet de ces pactes est le soutien financier de l'État aux métropoles dans leur développement territorial autour de l'innovation urbaine. Cela s'est traduit entre autres par de grands projets territoriaux de transition énergétique, de transition alimentaire ou de développement des industries et technologies d'avenir.

Derrière l'impulsion donnée au MIN par son agrandissement et sa relocalisation stratégique en périphérie sud de Nantes, proche des grands maraîcher·ère·s qui approvisionnent depuis longtemps le marché local, se trouve l'idée de faire coexister filières courtes et filières plus longues. Aux côtés des producteurs locaux et régionaux qui auraient choisi une présence permanente au MIN, et qui de ce fait vendraient aux grossistes, détaillant·e·s et restaurateur·rice·s de l'agglomération, devraient pouvoir se greffer de petit·e·s producteur·rice·s souhaitant optimiser la livraison de leurs produits à des client·e·s situés au centre de la métropole en ayant accès à un espace de stockage, des quais de chargement et une flotte de petits camions réfrigérés assurant des livraisons groupées.

### **POUR DE VÉRITABLES POLITIQUES PUBLIQUES TERRITORIALES DE DISTRIBUTION**

Le cas nantais, bien qu'il s'inscrive dans un contexte particulier de présence de secteurs agricole et agroalimentaire importants et dynamiques, peut inspirer à d'autres territoires plusieurs mesures concrètes relevant de la politique publique de distribution. Les collectivités locales, dans leur volonté de transformer leur schéma alimentaire, ont tout intérêt à perfectionner leur marché local, à le rendre fluide et accessible aux producteur·rice·s locaux·ales de façon à intégrer pleinement l'agriculture environnante qu'elles auront au préalable renforcée. Pour cela, la création de marchés de gros territoriaux semble judicieuse. De tailles et de rayonne-

ments géographiques différents selon les caractéristiques démographiques et évidemment agricoles de chaque territoire, ils conforteraient l'installation de nouveaux agriculteur·rice·s à proximité des foyers de population, ceux-ci disposant d'une plus grande garantie de débouchés. Aujourd'hui en France ou en Belgique, la proximité entre producteur·rice·s et consommateur·rice·s n'a pas ou peu d'incidence sur la longueur des filières puisque la production a été géographiquement rationalisée, autrement dit chaque région a été spécialisée pour la production d'un ou quelques aliments, vendus sur les marchés alimentaires nationaux voire globaux. Les marchés de gros, parallèlement à des politiques foncières en faveur de l'accès à la terre pour les petit·e·s producteur·rice·s, pourraient en revanche grandement participer à créer la dynamique de relocalisation de l'alimentation.

Si les bénéfices environnementaux et climatiques n'ont pas encore pu être mesurés concrètement, la politique foncière intercommunale nantaise ainsi que l'action menée par Nantes Métropole sur la distribution alimentaire posent incontestablement de solides bases pour une refonte du système alimentaire nantais, vers un système davantage durable, résilient et local. Ces mesures enclenchent au moins trois dynamiques essentielles : premièrement le maintien voire le développement de l'activité agricole dans les territoires ; deuxièmement l'augmentation constante de la part des petit·e·s producteur·rice·s paysan·ne·s et biologiques ; troisièmement l'an-

crage local des filières agricoles, de la production à la consommation. Autant d'éléments-clés pour une véritable transition agroécologique, auxquels doit encore s'ajouter une action en profondeur sur la consommation. ●

# 11. Transport et logistique : le projet Choud'Bruxelles

*Florian Delespesse, responsable Logistique et projet Choud'Bruxelles au Réseau des GASAP*

**La question du transport et de la logistique représente une part importante dans les émissions de gaz à effet de serre: 5 à 6%, selon l'organisation GRAIN. Le circuit court est à ce niveau, une réelle alternative, mais comment en améliorer la logistique?**

Exemple avec le projet Choud'Bruxelles  
Quand on pense logistique, les premières images venant à l'esprit se résument à des camions, des autoroutes, des conteneurs, des ports. On imagine un système complexe, avec des chiffres, quelque chose de grand et de compliqué. De temps en temps, on pense aussi à quelque chose d'un peu plus « vert », éventuellement avec un vélo ou une camionnette électrique.

Pourtant, la logistique est un enjeu important du circuit court et de la survie des fermes paysannes. Cruciale pour acheminer la production de la ferme aux consommateur·rice·s, pour valoriser la production des fermes, permettre aux producteur·rice·s de vivre de leur métier et aux consommateur·rice·s d'avoir accès à des produits paysans. Beaucoup d'acteur·rice·s de l'agriculture ou du

circuit court la pratiquent sans s'en rendre compte, et il suffit parfois de peu pour améliorer considérablement la chaîne de distribution.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il est nécessaire de balayer quelques notions de base. Tout d'abord, oui, le transport fait bien partie de la logistique. Mais ce n'est qu'une étape parmi d'autres. Pour aborder le sujet, il faut parler des *flux*. Il y a bien sûr les *flux les plus visibles* – ceux de matière – pour lesquels le transport est une étape importante. Mais il y a aussi les *flux d'informations* et les *flux monétaires*. Car pour qu'une matière arrive à destination, de nombreux échanges sont nécessaires en amont et en aval de la livraison. Le schéma suivant permet d'avoir une vue d'ensemble des flux logistiques d'une chaîne de distribution.

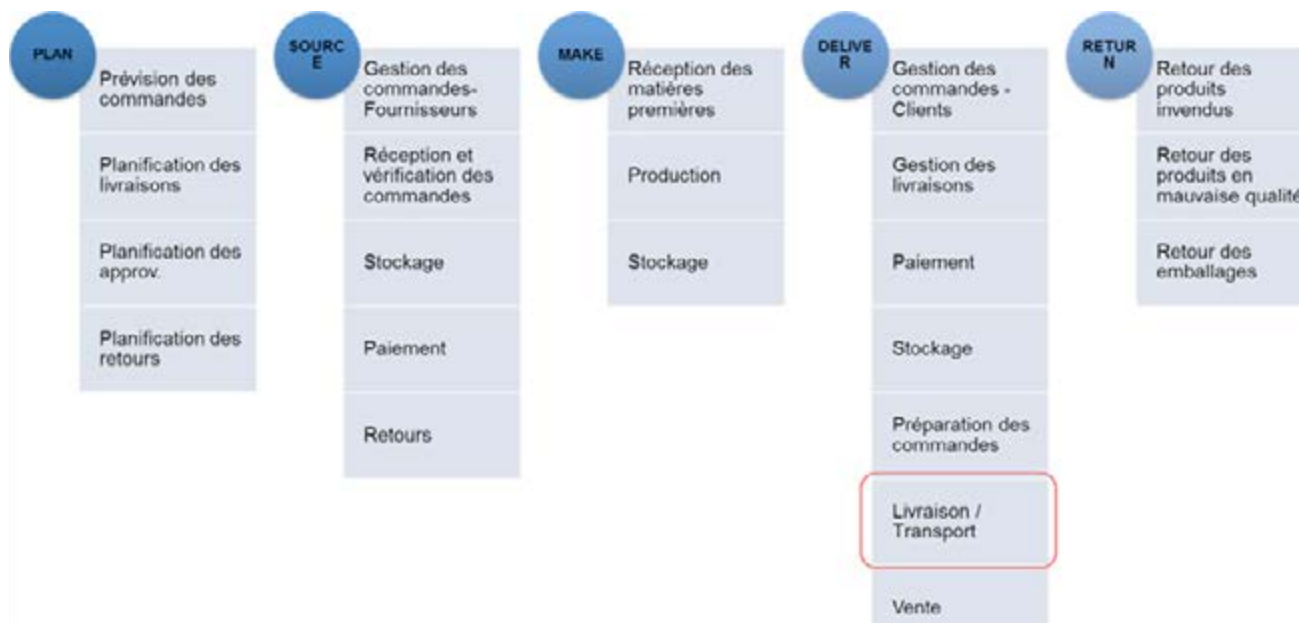
Comme on peut le voir, le domaine est à la fois large et déterminant dans le succès de l'agriculture paysanne. Il couvre de nombreuses étapes, dont la planification des commandes, la gestion des paiements, le retour des consignes et les vidanges. Il impacte l'organisation de la production agricole sur la ferme et la rentabilité de l'exploitation.

## LE PARENT PAUVRE DU CIRCUIT COURT

Si les circuits courts ont approfondi la question des valeurs, celle de la logistique semble souvent avoir été négligée. A contrario des chaînes de distribution conventionnelles qui en ont fait leur cheval de bataille pour optimiser leurs marges<sup>1</sup>. Les GASAP en Belgique et les CSA à travers le monde ne faisant pas exception, les valeurs et la recherche de sens ont concentré les énergies lors des premières années. Le modèle visait à établir des relations stables entre producteur·rice·s et citoyen·ne·s, pour garantir aux premier·ière·s des débouchés constants tout en partageant avec leurs consommateur·rice·s les risques liés aux aléas de production. Ces partenariats ont effectivement permis de soutenir les fermes de manière efficace, et rendu accessibles des produits locaux et bios directement aux consommateur·rice·s.

<sup>1</sup> Plateau, L., Holzemer, L., Nyssens, T., Maréchal, K. (2016), « Les enjeux logistiques » in *Analyse dynamique de la durabilité vécue et mise en œuvre par les acteurs des circuits courts*, Rapport de recherche, CEESE-ULB.





Choud'Bruxelles 2016 – A. Nsamzinshuti

Cependant, une série de questions liées à l'efficacité de la logistique ont rapidement émergé, découlant d'un manque de données sur la chaîne logistique, ou simplement de l'absence d'outils pour évaluer son efficacité. Il arrive que des producteur-riche-s ne connaissent pas eux-mêmes le coût de leurs livraisons, et ne puissent donc pas le répercuter sur le prix des produits. Le réflexe principal étant de se dire : si je le fais moi-même, cela ne me coûte rien ou presque.

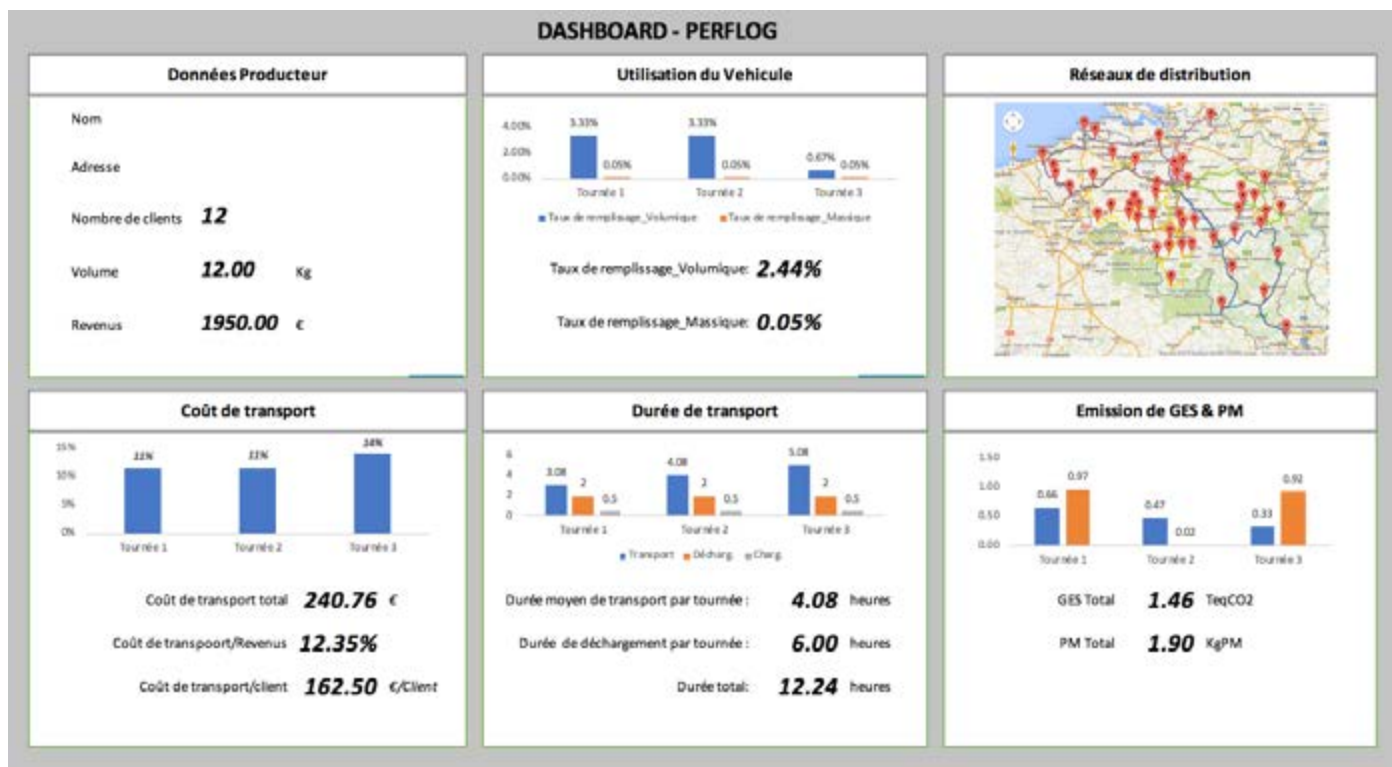
L'ensemble des tâches liées à la logistique représente pourtant un temps de travail considérable tant pour les fermes que pour les receveur-euse-s<sup>2</sup>, et cela de manière hebdomadaire. Plus la ferme est diversifiée, plus ce temps de travail croît. Quand on connaît le nombre d'heures de travail de la plupart des agriculteur-riche-s, tenter de diminuer le temps alloué à ces tâches qui ne sont pas toujours les plus attrayantes est attirant. C'est comme cela que le Réseau Bruxellois des GASAP a décidé de participer à une recherche-action sur le sujet, dont nous vous partageons ici quelques apprentissages.

## LE PROJET CHOUD'BRUXELLES

Choud'Bruxelles est un projet de recherche Cocreate<sup>3</sup> lancé en 2016 dont l'objectif est d'explorer la question de la collaboration dans la logistique en circuit court. Dans le cadre de cette recherche, nous abordons deux questions : (1) La collaboration entre acteur-riche-s du circuit court permet-elle d'améliorer l'efficacité de la logistique ? (2) L'utilisation d'un outil web permet-elle d'améliorer la gestion des flux dans ces chaînes logistiques ?

<sup>2</sup> Par receveur-eus-e, nous entendons tout-e acteur-riche recevant les produits de producteur-riche-s : groupe d'achat, magasin bio, restaurant, marché, cuisine collective,...

<sup>3</sup> <http://www.cocreate.brussels/>



*Choud'Bruxelles 2017 – A. Nsamzinshuti*

## COMMENT MESURER L'EFFICACITÉ DE LA LOGISTIQUE EN CIRCUIT COURT ?

Si l'on parle d'amélioration, la première question est de savoir par rapport à quel référentiel ? Que veut-on mesurer quand on parle d'améliorer l'efficacité de la logistique ? A partir de mesures utilisées par le secteur conventionnel, une démarche participative avec les producteur-riche-s membres du Réseau des GASAP a permis d'identifier les points qui les intéressaient par rapport à leur propre logistique. Le schéma ci-dessous reprend les éléments principaux sélectionnés dans le cadre du projet.

En résumé, nous pouvons voir que les mesures touchent principalement :

- 1) la question de la rentabilité à travers l'analyse des coûts : taux de remplissage, coûts du transport, temps de travail et coûts liés à l'emploi de mains-d'œuvre le cas échéant.
- 2) Les impacts environnementaux : émissions de gaz à effets de serre et de particules fines.

Dans le cadre du projet, nous analysons donc les chaînes logistiques de producteur-riche-s livrant directement, et regardons l'amélioration de ces mêmes critères s'ils collaborent avec d'autres producteur-riche-s ou d'autres chaînes logistiques.

## COLLABORATION HORIZONTALE ET VERTICALE

Pour parler de collaboration, nous avons travaillé sous deux angles :

- 1) La collaboration horizontale : entre acteur-riche-s du même métier. L'objectif est d'améliorer l'efficacité de la logistique des parties prenantes selon les critères définis plus haut. Deux aspects nous intéressaient particulièrement : Pouvoir organiser des collaborations concrètes entre la Bees coop<sup>4</sup> et les GASAP, d'une part.

<sup>4</sup> BEES coop est une coopérative bruxelloise écologique économique et sociale. <http://bees-coop.be>

Un exemple parlant est celui organisé autour de livraisons de poissons de Vesche Vis : ces derniers livraient déjà leurs produits à la Bees coop, les GASAP étaient aussi intéressés mais le jour de livraison ne convenait pas. Vesche Vis a donc livré à la Beescoop sa commande, en ajoutant celle d'un GASAP. Bees coop stockait les poissons pendant 24h dans ses frigos, avant d'organiser une livraison à vélo jusqu'au GASAP.

Les données récoltées sur ce type de collaborations sont maintenant analysées, pour évaluer leur impact sur l'amélioration de la logistique des producteurs concernés.

D'autre part, la mise en place d'une plate-forme web (eChoud'Bruxelles), dont l'un des modules vise à faciliter de telles collaborations via une recherche de collaborateur·rice pour les livraisons effectuées. L'outil permet de modéliser ces potentielles collaborations et d'en évaluer l'impact sur sa propre chaîne logistique.

2) La collaboration verticale, elle, concerne des métiers différents mais réunis autour d'une même chaîne logistique. Ici l'objectif est de faciliter le transfert d'informations entre les producteur·rice·s et leurs débouchés, avec in fine l'ambition d'augmenter le nombre de débouchés directs pour les producteur·rice·s, et d'améliorer l'accessibilité de produits locaux aux receveur·euse·s Bruxellois.

Ici à nouveau, nous avons travaillé sur un aspect de mise en place concrète, ainsi que sur des modules intégrés dans eChoud'Bruxelles.

Nous avons pour cela joué les intermédiaires entre des fermes à la recherche de débouchés et des receveur·euse·s voulant travailler directement avec des producteur·rice·s locaux·ales pour s'approvisionner, et désireux d'éviter les coûts d'un intermédiaire logistique (grossiste). Ces rencontres ont quelque fois débouché sur des collaborations, même s'il a fallu surmonter de nombreux obstacles pratico-pratiques.

Nous avons recueilli les besoins des acteur·rice·s de terrain pour développer les fonctionnalités d'eChoud'Bruxelles et permettre aux producteur·rice·s de gérer leurs bases de données (sur leurs produits ou leur carnet d'adresse) et leurs commandes d'une part, aux receveur·euse·s de pouvoir rechercher la ferme en circuit-court la plus proche d'autre part.

## PREMIERS RÉSULTATS DE RECHERCHE ET PISTES POUR LE FUTUR

### *Collaboration vs. Centralisation*

Le premier résultat de recherche montre que, dans le cas des GASAP, la piste la plus intéressante pour améliorer l'efficacité de la logistique des producteur·rice·s du Réseau serait de les faire collaborer entre eux pour les livraisons. A contrario, la création d'un lieu unique de livraison à Bruxelles, puis d'une distribution vers les GASAP n'aurait pas eu les mêmes résultats. Sans parler de l'impact que cela aurait eu sur le lien social entre mangeur·euse·s et producteur·rice·s. Les graphiques ci-dessous comparent ces trois situations en fonction du coût du transport, des coûts externes des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre<sup>5</sup>.

5 Nsamzinshuti, A., Janjevic, M., Rigo, N., & Ndiaye, A. B. (2018). Short Supply Chains as a Viable Alternative for the Distribution of Food in Urban Areas? Investigation of the Performance of Several Distribution Schemes. In Sustainable Freight Transport (pp. 99-119). Springer, Cham.

## LE RÔLE DES INTERMÉDIAIRES

Si les avantages du circuit court se confirment un peu plus chaque année, de plus en plus d'acteur·rice·s alternatif·ive·s reconnaissent aussi la nécessité de faire appel à des intermédiaires.

Nous assistons, dans certains cas, à un retour en arrière avec l'intégration d'intermédiaires dans le circuit court. Ceux-ci vont du simple prestataire de transport, au grossiste alternatif en passant par les coopératives de vente, ou les facilitateurs. Le projet a pour sa part associé des vélos à la logistique pour tester la mobilité douce en ville. L'autre rôle endossé par les parties prenantes était celui de facilitateur. Celui-ci s'avère fort utile pour faire la traduction entre des mondes évoluant parfois dans des réalités fortes différentes. Les aléas de la production, la notion de solidarité sont parfois étrangers aux receveur·euse·s qui ont eux-mêmes leurs propres contraintes. Servir d'intermédiaire pour faire valoir les contraintes auxquelles les fermes font face est important et permet parfois de faire la différence entre une collaboration simple, et une collaboration juste et pérenne.

Le temps que demande cette intermédiation est considérable, comme en témoignent le travail du Réseau des GASAP au quotidien, ou la partie conséquente du projet Choud'Bruxelles dédiée à la mise en place des collaborations.

## ET LA SUITE ?

La première analyse de l'utilisation d'eChoud'Bruxelles montre que les premier·ière·s utilisateur·rice·s sont les producteur·rice·s d'une part, et d'autre part la communauté – dans ce cas la Région Bruxelloise. Dans le premier cas, le bénéfice est essentiellement économique. La plate-forme aurait donc tout intérêt à rester entre les mains des producteur·rice·s, ou plus largement d'acteur·rice·s faisant valoir leurs intérêts. Dans le second cas, l'intérêt réside dans la diminution de l'encombrement des routes, la diminution d'émissions de GES ou de particules fines causées par le transport, l'accessibilité de produits locaux bios aux habitant·e·s de la région bruxelloise, bénéficient à la communauté dans son ensemble plutôt qu'à un acteur en particulier.

Le projet s'achève en décembre 2018, la question du futur de cet outil est donc cruciale : quel(s) acteur(s) serai(en)t le(s) plus légitime(s) pour reprendre le flambeau et animer eChoud'Bruxelles ? Un acteur privé, avec le risque de voir les coûts se répercuter sur l'utilisateur ? Une coopérative de producteur·rice·s et receveur·euse·s ? Un acteur étatique ? Un mélange de ceux-ci ? Quelques mois restent encore pour valoriser le travail effectué, et préparer le futur de l'outil.●





### **PARTICIPER?**

Vous pouvez rejoindre le comité de rédaction FIAN Écho.  
Celui-ci est composé de membres ou sympathisants  
de FIAN intéressés d'écrire/relire/dessiner/ou autre pour  
le FIAN Écho de manière plus ou moins régulière.  
Vous pouvez aussi juste proposer un article  
pour un prochain numéro.

**Contact:** [johan@fian.be](mailto:johan@fian.be)

### **Rédaction**

Olivier De Schutter, La Confédération paysanne, Judith Hitchman,  
Brigitte Gloire, GRAIN, Manuel Eggen, Hanne Flachet, Anne-Laure Sablé,  
Alice Thirion, Loïc Monod, Florian Delespesse, Johan Verhoeven

### **Relecture**

Astrid Bouchedor, Manuel Eggen, Johan Verhoeven, Louise Donnet,  
Antoine Hermellin, Priscilla Claeys, Anaïs Faure Atger,  
Audrey Vankeerberghen, Nina Holland, Eléonore Barrelet

### **Editrice responsable**

Priscilla Claeys

### **Mise en page & illustrations**

Camila Guzman Martini

## LES AUTRES PUBLICATIONS DE FIAN BELGIUM

### ÉTUDE

- Pressions sur nos terres agricoles. Face à l'artificialisation des sols, quels leviers d'action ?
- Le mythe de l'huile de palme 100% durable
- L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition : Conserver les semences entre les mains des peuples
- L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition : La nutrition des peuples n'est pas un business
- L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition 10e édition: Vaincre la crise alimentaire mondiale
- La coopération belge en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire : bilan et perspectives
- Vers de nouveaux droits pour les paysan-ne-s
- Pour un meilleur accès à la terre en Belgique et en Europe
- L'accès à la terre au Sud comme au Nord
- ...

### NOTES

- Entreprises et droits humains : un traité vers la fin de l'impunité ! (fr/nl)
- Évaluation de la politique belge d'incorporation d'agrocarburants - Le cas de l'huile de palme
- Les conseils de politique alimentaire (fr/nl)
- Le droit à une alimentation adéquate en Belgique
- La Déclaration sur les droits des paysannes et des paysans: une protection spécifique est nécessaire
- La réglementation européenne sur les semences : D'où vient-elle ? Où va-t-elle ?
- La mise en œuvre de la PAC 2015-2020 en Wallonie : quel impact sur le droit à l'alimentation
- La Banque Mondiale et le foncier : le cas du Honduras
- Série de notes sur la Déclaration sur les droits des paysans et paysannes:
- Les Obligations des États
- Le droit à un revenu et à des moyens de subsistance décent
- Le droit à l'alimentation
- ...

> RETROUVEZ TOUTES  
NOS PUBLICATIONS SUR  
[WWW.FIAN.BE](http://WWW.FIAN.BE)

## > COMMENT COMMANDER?

• Pour recevoir **gratuitement** une de nos publications par la poste, remplissez notre formulaire de commande en ligne à l'adresse [www.fian.be/Publication](http://www.fian.be/Publication) ou envoyez-nous un mail à [fian@fian.be](mailto:fian@fian.be) avec votre demande et vos coordonnées complètes.

• **En ligne:**  
L'ensemble de nos publications, documents de position, communiqués de presse se trouvent à l'adresse [www.fian.be](http://www.fian.be)

• **Mais aussi:**  
la newsletter,  
les dernières actualités,  
l'agenda des activités FIAN:  
débats, projections, tables-rondes, ...



INTERPELLER - MOBILISER - LUTTER  
POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION !



- Fian Belgium
- @FIANbelgium
- FIANbelgium
- FIAN Belgium

FIAN Belgium  
Rue van Elewyck, 35  
1050 Bruxelles

[www.fian.be](http://www.fian.be)  
[fian@fian.be](mailto:fian@fian.be)

+32 2 640 84 17



Avec le soutien de :

FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Périodique biannuel | P302397 | Dépôt Ixelles - Flagey | Ne paraît pas en juillet et août  
Halfjaarlijks uitgave | P302397 | Deponering Elsene - Flagey | Verschijnt niet in juli en augustus  
Halbjährliche Zeitschrift | P302397 | Aufgabepostamt Ixelles - Flagey | Erscheint nicht im Juli und August